



N° 3 - Avril 2009

Panorama au 17 avril 2009

Éditorial

En février 2009, l'excédent commercial agroalimentaire chute par rapport à 2008

En février 2009, l'excédent agroalimentaire français est réduit de moitié par rapport à 2008. Depuis le dernier trimestre 2008, la contraction des exportations est en effet plus forte que celle des importations. Le solde se dégrade à la fois avec l'Union européenne et les pays tiers (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 4/12, avril 2009*).

Après deux années de nette amélioration, l'excédent commercial s'est dégradé en 2008 pour les industries agroalimentaires (IAA), à l'exception des produits laitiers. Il est pénalisé par l'augmentation des importations, notamment de corps gras et un repli de la demande de nos principaux clients au deuxième semestre. Ce repli et la baisse de la consommation des ménages provoquent une baisse de l'activité dans quasiment tous les secteurs, hormis celui des corps gras toujours dynamisé par le développement de la filière biodiesel. En conséquence et malgré une hausse des prix plus vive qu'en 2007, le chiffre d'affaires des IAA progresse moins fortement en 2008. L'emploi salarié diminue au

même rythme qu'en 2007. Les IAA sont toutefois moins touchées que le reste de l'industrie manufacturière (*Synthèse IAA n° 2009/71, avril 2009*).

En février 2009, les prix à la production restent supérieurs aux prix moyens des cinq dernières années mais continuent de reculer par rapport aux prix élevés de 2008. Ce recul se stabilise toutefois au rythme des grandes cultures. Il s'accroît pour le blé tendre et les oléagineux, la reprise des cours du début 2009 n'ayant été que de courte durée, mais il est au contraire moins soutenu pour le maïs et l'orge. Outre l'impact des grandes cultures, le bond spectaculaire des prix des légumes d'hiver contribue aussi à atténuer la baisse des prix agricoles (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 4/10, avril 2009*).

En 2009, la campagne de commercialisation des céréales et des oléagineux subit les effets de la forte volatilité des cours des dernières campagnes. En effet, l'augmentation des stocks de dépôt et des quantités non commer-

cialisées au 1^{er} mars par rapport aux cinq dernières années indique que les producteurs différeraient les ventes pour optimiser leur rémunération. Pour autant, malgré la perturbation constatée en 2009 dans le rythme de réalisation, les collectes des deux dernières campagnes ne s'écartent pas beaucoup de la tendance de long terme liant production et collecte (*Synthèse Céréales n° 2009/67, avril 2009*).

Par ailleurs, l'incertitude sur l'évolution des prix céréaliers pour la récolte 2009 a participé à l'effondrement des livraisons d'engrais en milieu de campagne (*Infos rapides Moyens de production n° 4/10, avril 2009*). Concernant les semis d'hiver, après cinq années consécutives de hausse, les surfaces totales de céréales à paille diminuent par rapport à 2008 et en particulier celles de blé tendre. Au contraire, pour les oléoprotéagineux, celles de colza augmentent légèrement, après un fort recul entre 2007 et 2008 et les protéagineux bénéficient d'un regain d'intérêt après cinq années de baisse (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2009*).

Quant aux légumes, les surfaces sont encore réduites en 2009 par rapport à la campagne précédente pour la tomate sous serre, le concombre, le chou-fleur et la chicorée. Au contraire, elles sont en expansion pour la laitue, la carotte destinée au marché du frais et le poireau (*Infos rapides Légumes, mars et avril 2009*). Cette hausse met fin à la baisse observée au cours des dernières années. En mars 2009, bien que les températures se soient rapprochées de la normale saisonnière, la production légumière d'hiver et sa mise en marché sont toujours très perturbées par les conditions climatiques très défavorables ayant sévi depuis l'automne dernier, en particulier le froid rigoureux de janvier-février (*Infos rapides Climatologie n° 4/12, avril 2009*). Ainsi, les hausses de prix par rapport à 2008 sont exceptionnellement fortes. En particulier, celles du chou-fleur et du poireau font plus que doubler par rapport à 2008.

Pour les fruits d'hiver, au contraire, la baisse des prix en dessous du niveau de 2008 s'accélère, sous la pression de la pomme non compensée par le marché pourtant favorable de la poire. Pour la fraise, la campagne de printemps démarre avec des volumes limités à l'importation, et à la production à cause du mauvais temps et aussi de la réduction continue des surfaces. Les prix de la fraise dépassent ceux de 2008.

En février 2009, les abattages de bovins sont globalement stables par rapport à 2008, plus actifs pour les

vaches et les veaux de boucherie et, au contraire, en net repli pour les gros bovins mâles. La production totale bovine est en hausse : la production de bovins finis augmente en janvier 2009 et, depuis décembre, les exportations de brouillards reprennent leur flux normal. En février, les abattages de porcins se replient et ceux d'ovins chutent nettement. En janvier, les cotations de l'agneau et du porc charcutier classé E sont élevées (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 3/11, mars 2009*).

En février 2009, malgré une forte consommation de viandes de volailles en 2008, les abattages de volailles diminuent aussi fortement, pour le huitième mois consécutif et pour toutes les espèces (*Infos rapides Aviculture n° 4/11, avril 2009*). Et les prix à la production du poulet et de la dinde se replient encore. Pour 2008, la consommation française de foie gras, essentiellement de canard, devrait être soutenue comme pour 2007, après le ralentissement de 2006. Malgré la consigne lancée en 2007 par les représentants de la filière canard gras de modérer la production pour endiguer une baisse des cours, l'ensemble de la production de 2008 n'a baissé que très légèrement. Malgré cela, les cours se sont maintenus. La baisse des mises en place de canetons à gaver en 2008, encore plus marquée que pour les autres espèces de volailles hormis la dinde, indique que les producteurs sensibilisés ont finalement appliqué la consigne. La production est toujours très localisée dans l'ouest de

la France. En 2008, le commerce extérieur de foies gras a été très dynamique. Les exportations, en constante augmentation depuis dix ans, représentent en effet le quart de la production alors que le volume des importations, en provenance de Bulgarie et de Hongrie à des fins de transformation, recule par rapport à son record de 2007 (*Synthèse Aviculture n° 2009/70, avril 2009*).

En janvier 2009, la sous-réalisation de la collecte laitière, qui diminue encore par rapport à 2008, est exceptionnelle. Ce retrait résulte du faible niveau du prix du lait à la production, des cours des produits industriels et du nombre important d'abattages de vaches laitières (*Infos rapides Lait n° 3/11, mars 2009*).

Le début de la nouvelle campagne de production d'herbe est l'occasion d'un bilan de la production des dix dernières années.

Entre 1998 et 2008, la production des prairies permanentes passe du simple au double. Pour la majorité des régions fourragères, elle est normale ou excédentaire trois années sur quatre. Cette production, estimée par le modèle Isop développé par l'Inra en collaboration avec Météo-France et le Service de la statistique et de la prospective, a été fortement marquée par les aléas climatiques, atteignant un niveau exceptionnellement bas en 2003 et son plus haut niveau en 2007 (*Synthèse Prairies n° 2009/68, avril 2009*).

Christine Deroin

Sommaire des synthèses

Synthèses

Campagne céréalière 2008/2009 : retard des mises en marché, <i>Céréales</i>	5	<i>Pierre Carrelet</i>
De 1998 à 2008 : dix ans de suivi de la production des prairies avec le modèle Isop, <i>Prairies</i>	9	<i>Jean-Pierre Cassagne</i>
Campagne 2008 en demi-teinte pour la pomme <i>Fruits</i>	15	<i>Géraldine Labarthe</i>
Vers une stabilisation de la production française de foies gras en 2008, <i>Aviculture</i>	19	<i>Christian Pendariès</i>
IAA 2008 : repli de l'activité, <i>IAA</i>	23	<i>Jacqueline Paris</i>
Organismes et abréviations	35	
Pour en savoir plus	37	

Liste des Infos rapides citées dans l'éditorial

<i>Animaux de boucherie n° 3/11, mars 2009</i>	<i>Nadine Loirette-Baldit</i>
<i>Aviculture n° 4/11, avril 2009</i>	<i>Christian Pendariès</i>
<i>Carotte, n° 6/6, avril 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Chicorée, n° 5/5, avril 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Chou-fleur, n° 5/6, mars 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Climatologie, n° 4/12, avril 2009</i>	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Commerce extérieur, n° 4/12, avril 2009</i>	<i>Hélène Vigouroux</i>
<i>Concombre, n° 1/5, mars 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Fraise, n° 1/4, avril 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 2/10, avril 2009</i>	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Lait, n° 3/11, mars 2009</i>	<i>Lionel Hébrard</i>
<i>Laitue, n° 6/6, avril 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Moyens de production, n° 4/10, avril 2009</i>	<i>J. Paris, A. Viguier</i>
<i>Poireau, n° 5/5, mars 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Tomate, n° 1/5, mars 2009</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 4/10, avril 2009</i>	<i>Christine Deroin</i>

[Retour éditorial](#)

Campagne céréalière 2008/2009 : retard des mises en marché

Les perturbations dans le rythme de réalisation de la collecte, que subit la campagne en cours, indiquent un changement de comportement des producteurs. Les stocks de dépôt et les quantités non encore commercialisées sont plus élevés que la moyenne des cinq dernières campagnes. Cependant, les collectes des deux dernières campagnes ne s'écartent pas outre mesure de la tendance de long terme liant production et collecte.

La très grande volatilité des cours des graines depuis quelques campagnes entraîne des modifications du comportement des producteurs lors de la commercialisation. Pour les producteurs de grandes cultures, la problématique pour décider du moment de la vente et bénéficier du « meilleur » prix d'achat de la marchandise devient de plus en plus compliquée. En France, certains opérateurs du marché des grains évoquent une plus grande rétention à la ferme de la marchandise. Cela suppose que des producteurs sont prêts à stocker leur marchandise, en la mettant en dépôt auprès des coopératives ou dans leurs propres silos, dans l'espoir de vendre plus tard à un prix plus élevé.

Aucune statistique sur les stocks « à la ferme » n'est actuellement disponi-

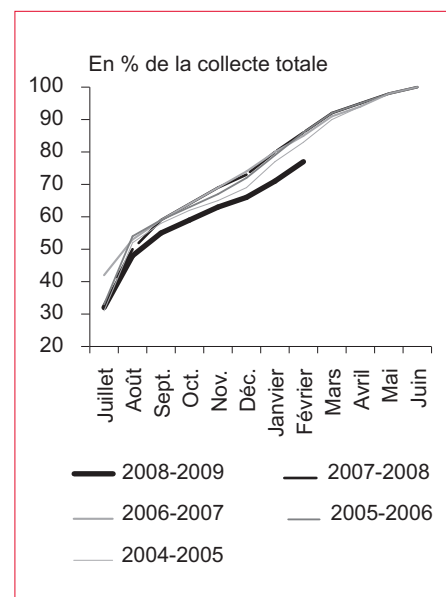
ble. Toutefois, ces évolutions peuvent être approchées par le calendrier de commercialisation.

Changement dans le rythme mensuel de collecte en raison de l'évolution récente des prix

Le contexte de prix a récemment évolué de façon très rapide. À la hausse très forte de 2007/2008, a succédé une baisse très rapide en 2008/2009, une tendance à une relative stabilité se dessinant depuis deux mois. L'analyse des évolutions des profils mensuels de collecte cumulée et des stocks de dépôt met en évidence des changements de comportements dans la vente des productions au cours de la campagne.

Sur la période récente, la campagne 2004/2005 constitue un repère. Elle a

Blé tendre : retard de collecte en 2008-2009



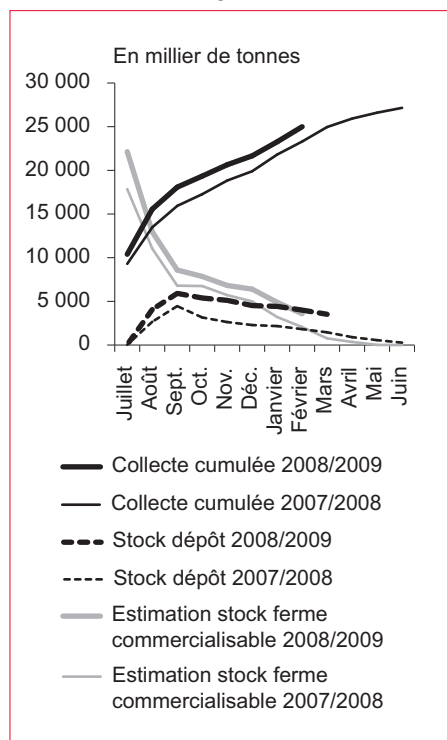
Source : FranceAgriMer

en effet marqué le retour à une forte production après la sécheresse de l'été 2003, tout comme la production de 2008 par rapport aux productions 2006 et 2007. En cumul mensuel, la collecte enregistrée auprès des organismes agréés est aujourd'hui très inférieure à ce qui était observé en 2004/2005. Le retard de collecte céréalière est significatif pour la campagne 2008/2009, par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Toutes céréales confondues, la collecte réalisée fin janvier représente 74 % de la collecte totale prévue à la fin de la campagne 2008/2009. Pour les cinq dernières campagnes, ce taux est en moyenne de 82 %. Ce retard est toutefois légèrement moins important pour l'orge que pour le blé tendre ou le maïs.

Nette hausse des stocks de dépôt

L'étude des séries de stocks de dépôt, constitués des stocks mis en dépôt-vente auprès des collecteurs agréés mais dont la vente n'est pas encore effective, apporte un élément de réponse. Au 1^{er} mars 2009, les stocks de dépôt totaux en blé, orge et maïs

La sous-réalisation de la collecte de blé tendre est liée à une hausse des stocks de dépôt à la ferme



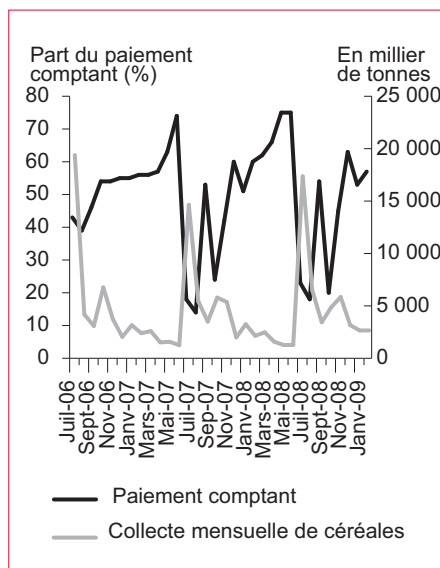
Source : FranceAgriMer

sont 1,7 fois plus élevés qu'au 1^{er} mars 2008, et plus de 2 fois supérieurs à la moyenne des cinq derniers stocks au 1^{er} mars. Les producteurs choisissent de mettre plus de marchandise en dépôt, ce qui leur permet de rester propriétaires de ces produits. Ils peuvent donc attendre pour vendre. Et ils se couvrent grâce aux contrats offerts sur le marché à terme ou par les collecteurs eux-même pour fixer un prix de vente plus avantageux. Sinon le risque est de perdre le « bénéfice » du stockage si les cours sur le marché ne remontent pas.

Ces changements de comportement au cours de la campagne sont illustrés par les évolutions des choix de paiement, prix « spot » ou « prix d'acompte ». Le prix « spot » est un prix ferme et le prix d'acompte est un prix moyen dont le versement commence par un acompte suivis des versements complémentaires au cours de la campagne. Au cours des derniers mois de campagne 2007/2008, la part des paiements prix ferme a augmenté par rapport à 2006/2007, et en 2008/2009 cette augmentation se poursuit.

La hausse des stocks de dépôt mensuels n'est pas suffisante pour expliquer le retard de collecte. Il est

Pour l'ensemble des céréales, augmentation en % du paiement « spot » en 2008-2009



Source : FranceAgriMer

possible de s'interroger sur l'opportunité pour les producteurs de stocker plus longtemps « à la ferme » pour retarder le moment de la vente effective des grains. Cela revient à se poser la question suivante. Y a-t-il un stockage à la ferme plus important pendant cette campagne ?

Les quantités non commercialisées sont en hausse

Au 1^{er} mars 2009, les stocks commercialisables et non mis en dépôt ni collectés approchent 4,2 millions de tonnes (Mt) pour l'ensemble blé tendre, maïs et orge. En moyenne sur les cinq dernières campagnes, à cette époque de l'année, ces stocks sont de l'ordre de 2,8 Mt. En mars 2008, ces stocks étaient encore inférieurs à la moyenne. La tendance observée met en évidence un retard de commercialisation motivé par des prix jugés peu attractifs.

Les quantités non encore commercialisées de blé tendre atteignent 3,6 Mt, soit 53 % de plus que la moyenne des cinq dernières campagnes à même époque. Ces quantités non commercialisées sont également élevées en orge et maïs, mais moins éloignées de la moyenne (respectivement 420 milliers de tonnes et 190 milliers de tonnes). En

Estimation du stock « à la ferme »

Le stockage « à la ferme » peut être estimée à un moment donné t par la relation suivante :

Collecte réalisée (CR)^(t) + Stock de dépôt (SD)^(t) + Stock à la ferme (SF)^(t)
= Estimation de la collecte de la campagne (ECC)

Le stock à la ferme, qui correspond au stock destiné à la commercialisation et non à l'autoconsommation, est ainsi donné par l'équation suivante :

$$SF(t) = ECC - CR(t) - SD(t)$$

Ce calcul théorique permet d'affiner, pour les principales céréales, l'analyse du décalage temporel de la collecte pendant la campagne en cours.

les rapportant à la collecte finale, ces quantités ne représentent pas plus de 7 % du total et le surplus de cette année ne représente que 3 % du total collecté, alors que l'on se situe encore à quatre mois de la fin de campagne.

La question se pose alors de savoir si ce retard de commercialisation mensuelle serait lié au caractère exceptionnel de la collecte finale de cette campagne.

La collecte finale s'inscrit-elle dans une tendance de long terme ?

Sur longue période entre 1970 et 2008, la corrélation entre la collecte et la production est classée. L'autoconsommation est calculée par solde entre la collecte et la production. Pour le blé tendre, les quantités produites expliquent à plus de 99 % le niveau de la collecte pour une campagne donnée.

Le blé tendre étant pris pour exemple, la relation pour une campagne donnée, est la suivante :

collecte prévue = 0,94* production – autoconsommation

avec une significativité proche de 100 %, c'est-à-dire que pour toutes les campagnes, les écarts à cette équation sont quasiment nuls.

La collecte totale comprend deux types de production, d'une part la production des céréaliers collectée en très grande partie et, d'autre part, le surplus de production des éleveurs. Ce surplus est collecté dès lors que leur production dépasse les besoins alimentaires de leurs animaux. L'autoconsommation

comprend une part fixe et une part variable selon la production de l'année. Cette part variable correspond aux fluctuations de la production des éleveurs qui n'ont pas l'habitude de livrer leur production de céréales. Mais ces variations de l'autoconsommation ne représentent que 5 à 6 % de la production sur le long terme.

Pour le blé dur, la relation de corrélation est d'autant plus forte que la quasi-totalité de la récolte est collectée, le taux moyen de collecte étant supérieur à 95 % entre 1970 et 2008. En ce qui concerne le maïs, la corrélation entre production et collecte est également vérifiée sur la période 1970-2008 avec un degré de significativité aussi élevé.

La hausse de la collecte d'orge est à relier à la baisse de l'autoconsommation

Pour l'orge, sur longue période, seule la moitié de la production était collectée. Au contraire, sur la période 1994-2008, les évolutions de la collecte sont nettement corrélées à celles de la production. Pour l'expliquer, il faut étudier les évolutions de la collecte et de l'autoconsommation.

Depuis 1970, la collecte d'orge a réellement changé de structure. On est passé d'une situation où seulement 53 % de la production était collectée à

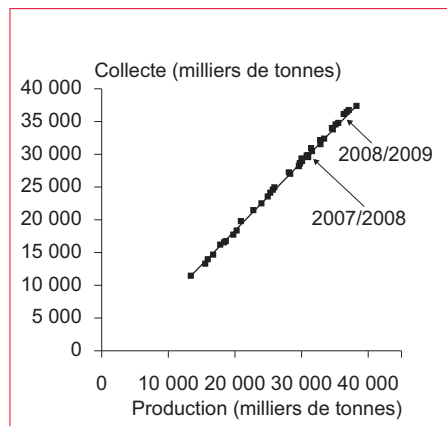
une situation où plus de 80 % de la production est collectée. Entre 1970 et le début des années 1990, l'autoconsommation s'est fortement réduite, pour ouvrir une place de plus en plus prépondérante à la commercialisation. Néanmoins, sur la période 1994-2008, la relation de corrélation entre production et collecte d'orge est désormais équivalente à celle qui existe pour le blé et le maïs sur longue période.

La comparaison des évolutions entre production et collecte pour les principales céréales met en évidence l'existence d'une liaison très forte pour les blés et le maïs sur le long terme, et pour l'orge sur la période récente. Les deux dernières campagnes s'inscrivent bien dans cette liaison collecte-production. Le taux de collecte actuellement plus faible que la moyenne des dernières campagnes n'est probablement pas dû à un bouleversement du résultat final de la collecte.

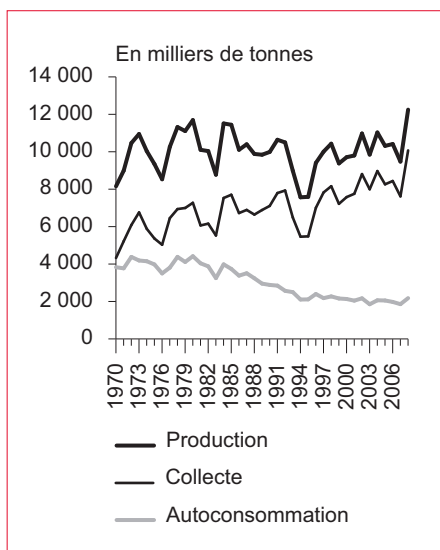
Développement du stockage de report et/ou à la ferme ?

Il faut toutefois rester prudent sur l'interprétation de ces données qui ne sont que théoriques car aucune donnée statistique ne permet de connaître exactement ce qu'il reste à commercialiser « à la ferme » à l'instant t. Par ailleurs, les prévisions de collecte de campagne ne distinguent pas précisément le millésime de la campagne collectée. En début de campagne, certains producteurs livrent aux collecteurs agréés des quantités récol-

Blé tendre : une corrélation forte entre production et collecte

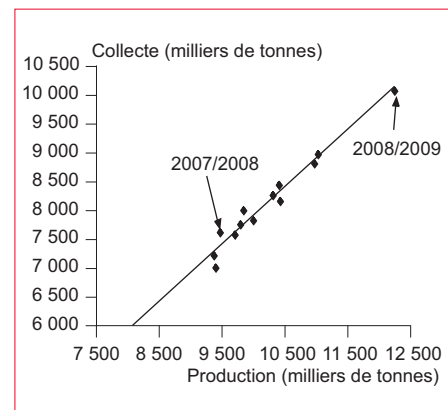


Sources : SSP, FranceAgriMer



Sources : SSP, FranceAgriMer

Depuis le milieu des années 1990, la corrélation collecte - production d'orge est plus significative



Sources : SSP, FranceAgriMer

tées à la campagne précédente et cela rentre en compte dans les statistiques de collecte de la campagne en cours. En considérant ces stockages « à la ferme » comme non négligeables pour le résultat final de la collecte il faudrait également savoir comment les intégrer dans la collecte suivante. Cela reviendrait à sous estimer une collecte donnée pour surestimer la suivante, ce qui au final ne semble pas avoir d'incidence sur les équilibres de long terme.

Toutefois les campagnes 2007/2008 et 2008/2009 sont assez singulières. Le niveau élevé des prix en 2007/2008 a pu entraîner un déstockage provoquant une augmentation de la collecte totale. La baisse rapide des prix en 2008/2009 peut, à l'inverse, provoquer un « restockage » et par la même faire baisser la collecte totale. Si ces hypothèses étaient vérifiées, il faudrait reconsidérer le niveau final de la collecte pour ces deux campagnes. Mais

sur le long terme la relation production-collecte efface ces aléas conjoncturels. Par ailleurs, les quantités en jeu ne sont pas nulles mais il faut relativiser leur importance par rapport à la collecte totale. Le contexte économique de volatilité des prix a favorisé le développement de commercialisations en prix ferme perceptible sur le rythme de collecte sans toutefois le bouleverser.

Sources et définitions

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de collecte et de stocks mensuels des céréales sont fournies par le service des marchés de FranceAgriMer.
- La répartition entre « prix d'acompte » et « prix spot » est issue de l'enquête réalisée par FranceAgriMer.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture.

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Repli de la sole des céréales à paille, mais progression du colza et des protéagineux », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 2/10, avril 2009.
- « Début 2009 : volatilité des cours céréaliers et oléagineux », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/62, mars 2009.
- « Semis d'hiver : peu de changement dans la sole des céréales d'hiver », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/10, février 2009.
- « Campagne 2008/2009 : chute rapide des cours des céréales et oléagineux sur les six premiers mois », Synthèse Grandes cultures - Céréales et oléoprotéagineux n° 2009/57, janvier 2009.
- « Reprise des exportations européennes de céréales grâce à la hausse des disponibilités », Synthèse Grandes cultures - Céréales n° 2008/52, décembre 2008.

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : agreste-info@agriculture.gouv.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Prairies avril n° 2009/68

[Retour éditorial](#)

De 1998 à 2008, dix ans de suivi de la production des prairies avec le modèle Isop

Au cours des dix dernières années, la production des prairies a atteint son plus faible niveau en 2003 et son plus fort niveau en 2007. L'année 2003 reste, pour les dix dernières années, une année de déficit exceptionnel. Pour la plus grande partie du territoire, l'indice calculé par Isop est au-dessus de la valeur de référence, trois années sur quatre.

Sur la période, une production qui passe du simple au double

Sur les dix dernières années, la production estimée par Isop pour les prairies permanentes est fortement marquée par les aléas climatiques. De 1999 à 2002 et de 2007 à 2008, la production a été excédentaire. Plusieurs années sèches se sont succédé à partir de 2003 et ont entraîné des niveaux de production très bas en 2003, 2004 et 2005 avec des rendements particulièrement déprimés en 2003.

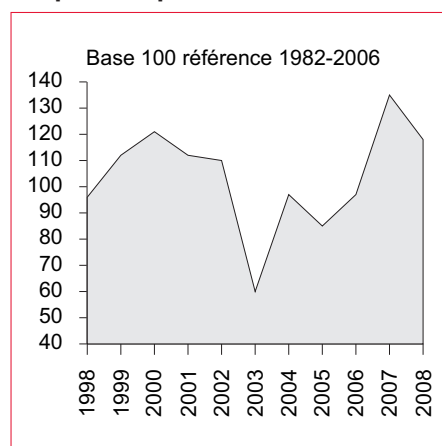
Alors que le plancher de production a été atteint en 2003, le record a été obtenu en 2007 avec une production excédentaire de plus de 30 % par rapport à la référence calculée sur la période 1982-2006.

Les rendements estimés par la statistique agricole annuelle (SAA) sont basés pour les régions fourragères,

sur les résultats du modèle Isop et ajustés par les observations de terrain. Il y a donc une très forte concordance entre les résultats de l'estimation Isop

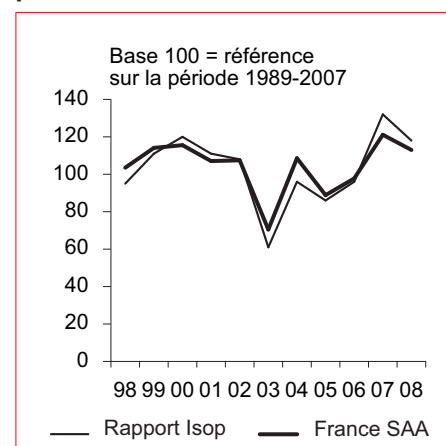
et les résultats de la SAA. Cependant, de faibles écarts apparaissent pour les années exceptionnelles, en particulier en 2003 et en 2007.

Indicateur Isop : rapport à la normale pour les prairies permanentes



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

Comparaison Indicateur Isop et rapport à la référence pour les données SAA



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

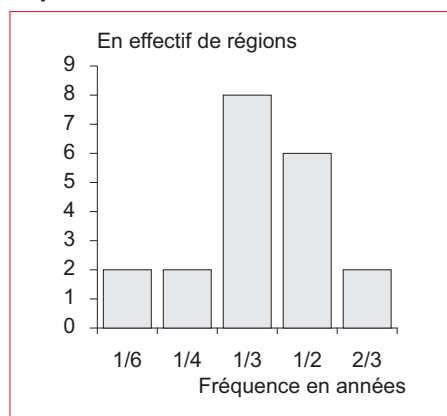
Une production normale ou excédentaire trois années sur quatre

Pour la période 1998-2008 et pour la majorité des régions administratives, une production excédentaire est enregistrée une année sur trois.

La fréquence d'un indicateur Isop supérieur à 110 est de deux années sur trois pour deux régions et d'une année sur deux pour six régions sur 22. Un indice Isop au-dessus de 110 est peu fréquent dans les régions Midi-Pyrénées et Provence-Alpes-Côte d'Azur où il n'est observé en moyenne qu'une année sur cinq.

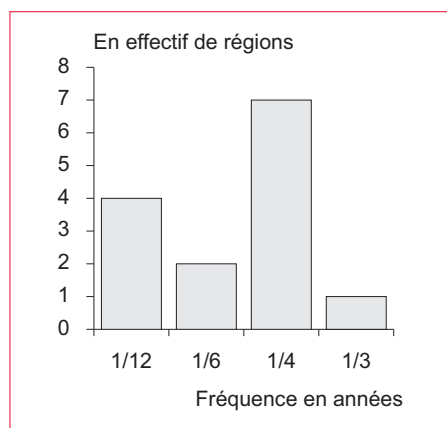
La fréquence des années déficitaires est faible pour la majorité des régions administratives. En moyenne, l'indice Isop inférieur à 90 n'est observé qu'une année sur quatre ou moins d'une année sur quatre.

Fréquence de l'indice Isop supérieur à 110



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

Fréquence de l'indice Isop inférieur à 90



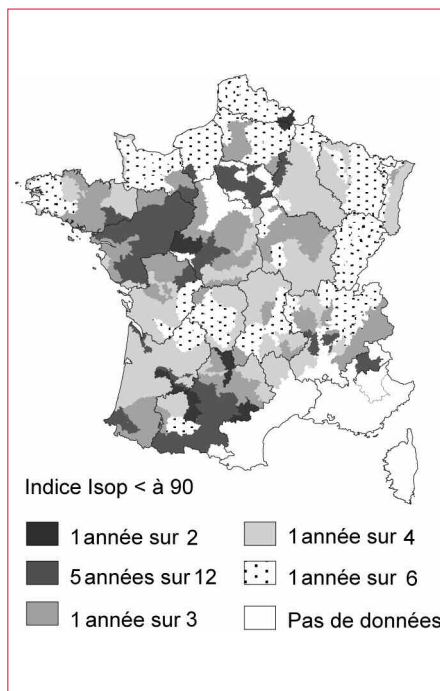
Sources : Agreste, Inra et Météo-France

Ce sont les régions méridionales et les régions Alsace, Pays de la Loire, Basse-Normandie, Auvergne et Centre qui sont touchées par une production déficitaire en moyenne une année sur quatre.

Peu de régions fourragères subissent des déficits de production une année sur deux sur la période 1998-2008. Ce sont au nord la Thiérache et le Val de Loire (Indre-et-Loire) et au sud, les Coteaux de Garonne (Lot-et-Garonne), la Lomagne, la Limargue et les Monts de Lacaune.

La majorité des régions fourragères de Bretagne, du centre de la France et de l'ouest de la Lorraine bénéficient d'une production excédentaire en moyenne deux années sur trois. Pour la plupart des autres régions fourragères du nord de la Loire et de l'Aquitaine, la fréquence de l'excédent se situe entre une année sur trois et une année sur deux. Les années d'excédent sont plus rares en Midi-Pyrénées et dans le Sud-Ouest où elles n'interviennent pour l'ensemble des régions fourragères qu'une année sur quatre.

Pour la majorité des régions fourragères, déficit de production une année sur quatre ou moins d'une année sur quatre...



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

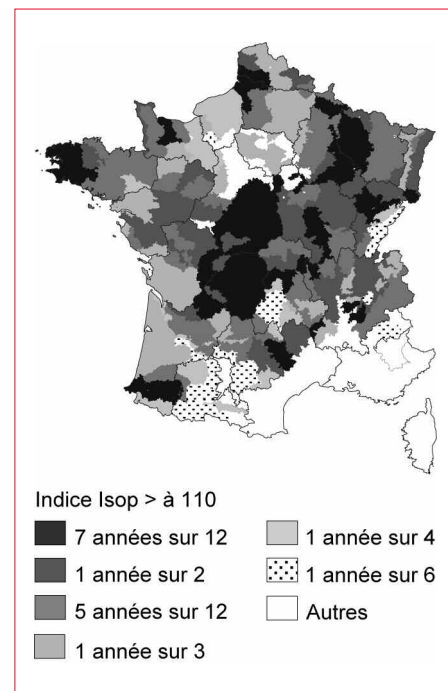
2003, retour sur un déficit exceptionnel

L'indice Isop a été fortement déficitaire pour les trois quarts des régions administratives en 2003. Conséquence de la très forte sécheresse du printemps et de l'été 2003, la production d'herbe a atteint son plus bas niveau par rapport à la référence. Le déficit estimé par Isop a été de 40 % tant au niveau de prairies permanentes que des prairies temporaires.

En 2003, les plus fortes pertes de rendement par rapport à la référence de la période 1982-2006 ont été enregistrées dans les régions du nord de la Loire. En effet, pour les régions Lorraine, Pays de la Loire, Basse-Normandie et Nord-Pas-de-Calais, l'ensemble des régions fourragères a subi des pertes d'au moins 50 %.

Pour les régions Rhône-Alpes, Auvergne, Limousin, Aquitaine et Alsace, plus de la moitié des régions fourragères ont subi des pertes estimées à au moins 50 %.

... et excédent de production deux années sur trois



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

Pour les autres régions, plus de la moitié des régions fourragères ont enregistré des pertes estimées entre 20 % et 40 % par rapport à la référence.

En 2003, production minimale pour la majorité des régions fourragères

En 2003, 75 % du territoire présente un indicateur Isop minimum sur la période 1998-2008.

Par ailleurs, l'année du minimum a été enregistrée en 2005 pour les régions Aquitaine, Limousin, une grande partie de Poitou-Charentes et le tiers du territoire des régions Centre et Pays de la Loire. Le minimum a été atteint en 2004 pour le sud de l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et une région fourragère de Champagne-Ardenne. Quelques autres régions fourragères dispersées sur le territoire ont subi le minimum en 2006.

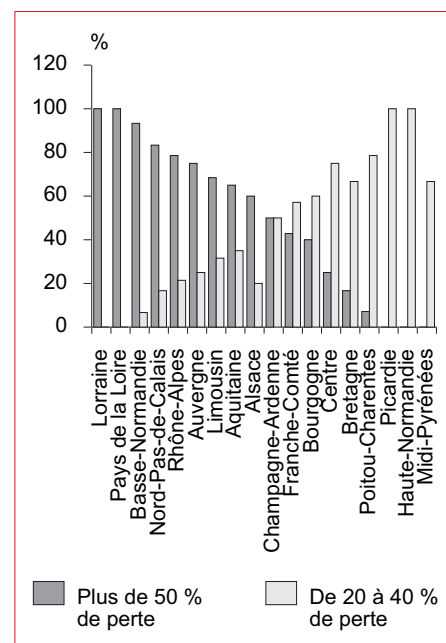
En 2007, production très excédentaire pour la majorité des régions fourragères

L'année 2007, particulièrement bien arrosée pendant la période de végétation a permis d'atteindre des niveaux de production d'herbe très élevés pour la majorité des régions fourragères. Un excédent de 36 % a été estimé par Isop en 2007 pour l'ensemble du territoire.

Pour 90 % des régions fourragères simulées, le rendement a été estimé supérieur de 10 % à la normale. Les régions qui ont enregistré en 2007, les plus forts rendements pour la totalité de leurs régions fourragères, et un excédent au-dessus de 30 % par rapport à la normale sont la Basse-Normandie, la Bourgogne, la Franche-Comté et Poitou-Charentes.

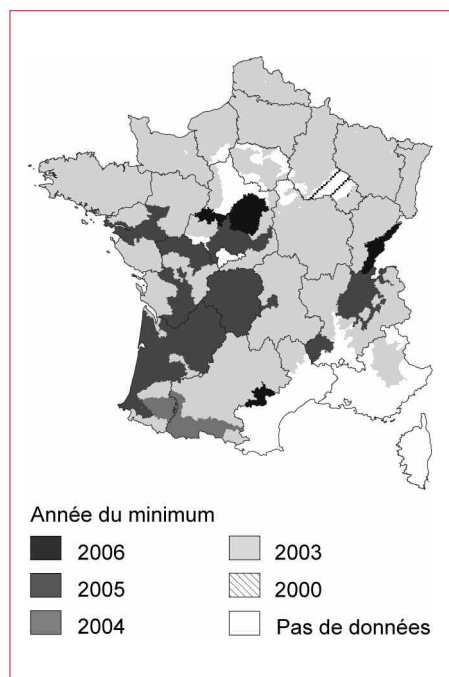
Pour 80 % des régions fourragères, l'excédent dépasse 30 % de la réfé-

Pourcentage des régions fourragères selon le niveau de perte par rapport à la référence en 2003



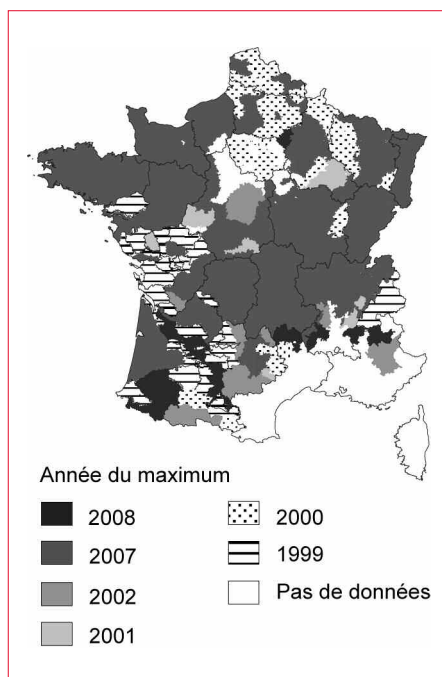
Sources : Agreste, Inra et Météo-France

L'indice Isop est minimum en 2003 pour trois régions fourragères sur quatre



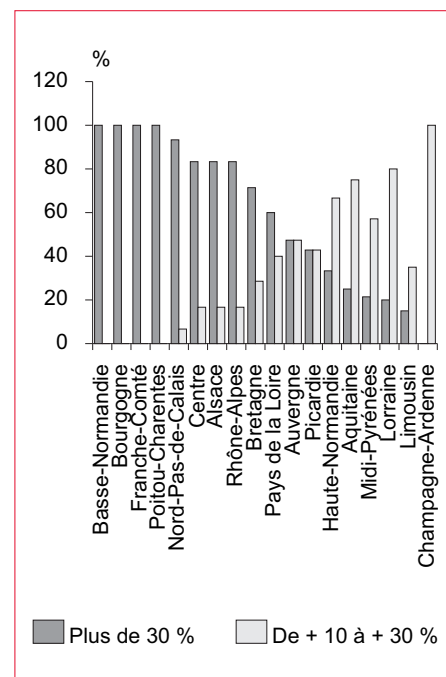
Sources : Agreste, Inra et Météo-France

L'indice Isop est maximum en 2007 pour deux régions fourragères sur trois



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

Pourcentage des régions fourragères selon le niveau des excédents par rapport à la référence sur la période 1982-2006



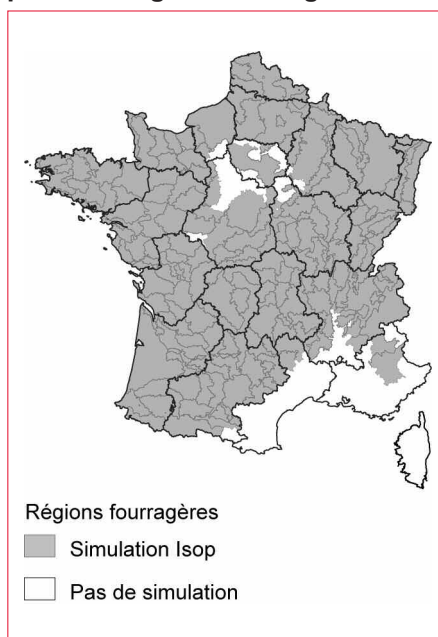
Sources : Agreste, Inra et Météo-France

rence dans les régions Nord-Pas-de-Calais, Centre, Alsace et Rhône-Alpes. Si le volume de fourrage atteint un niveau très élevé en 2007, en revanche leur qualité est restée médiocre tant au niveau du pâturage que pour la reconstitution des stocks.

Quelques exceptions à la production maximum de 2007

En 2007, l'année du maximum a été enregistrée pour deux régions fourragères sur trois. Seules quelques régions échappent à cette situation. Au nord, les régions Nord-Pas-de-Calais, Picardie, le nord de la Champagne-Ardenne et l'est de la Lorraine ont atteint le maximum en 2001. Et au sud, Poitou-Charentes, l'est de l'Aquitaine, l'ouest de Midi-Pyrénées, la Savoie et l'Isère ont eu un maximum en 1999 et 2008.

L'indicateur Isop est calculé pour 208 régions fourragères



Sources : Agreste, Inra et Météo-France

Sources et définitions

- Le système Isop – Informations et suivi objectif des prairies – fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives au niveau de la région fourragère.
- Ces estimations sont faites à partir du modèle de simulation STICS-Prairies développé par l'Inra, et mis en œuvre en collaboration étroite avec Météo-France et le SSP. Il est alimenté par les données climatiques journalières de Météo-France, les données de sols fournies par l'Inra et les données de l'enquête Prairies réalisée en 1998 par le Scees (aujourd'hui SSP). Ce modèle est opérationnel sur la France métropolitaine, hors pourtour méditerranéen et petite couronne parisienne. Il calcule les quantités journalières de matière sèche cumulées par hectare, sur 208 régions fourragères. Dans le système Isop, la région fourragère constitue l'unité de maillage la plus fine pour laquelle le potentiel de production des prairies est estimé. Pour qu'une région fourragère soit prise en compte dans la simulation, un seuil minimal de 7 000 hectares doit être couvert en prairies temporaires ou permanentes productives, à l'exclusion des prairies situées au-dessus de 1000 mètres d'altitude.
- Au 20 de chaque mois entre mars et octobre, un indicateur de rendement est publié pour chaque région fourragère. C'est le rapport des rendements cumulés de l'année en cours à des rendements moyens, dits de référence, calculés sur la période 1982-2006. L'indicateur Isop contribue à l'estimation des rendements des prairies pour la statistique agricole annuelle (SAA). Il s'agit de la matière sèche disponible au champ, cette matière pouvant ne pas être totalement fauchée ou pâturée pour des raisons d'accessibilité ou d'abondance de la production.
- En 2009, le SSP lancera une étude pour étendre la simulation au pourtour méditerranéen et développer une version nouvelle de STICS, susceptible d'améliorer les estimations pour rendre compte des situations exceptionnelles.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » et « Données en ligne - Statistique agricole annuelle - Cultures fourragères » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages - Prairies » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les prairies vues par Isop en novembre 2008 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages - Prairies n° 7/7, novembre 2008.
- « Des productions fourragères très touchées par la sécheresse », La note de conjoncture générale, novembre 2003
- « Guide d'utilisation Isop », Chiffres et données n°134, mars 2001

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : ouverture le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Campagne 2008 en demi-teinte pour la pomme

La récolte de pomme 2008 est modérée, et les échanges internationaux peu dynamiques au départ ou à destination de la France. Plus globalement, cette année a été surtout marquée par des problèmes de gel prononcés qui ont affaibli les grandes productions fruitières françaises, et permis des cours souvent élevés pour les autres fruits. Ceux de la pomme ont débuté également à de bons niveaux mais ils n'ont pas perduré sur la campagne et se sont peu à peu abaissés, pour passer sous la moyenne en mars.

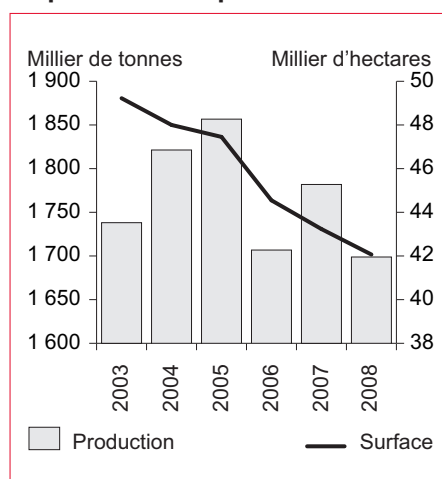
Volume de récolte modéré en 2008

La récolte 2008 du verger français de pommiers est inférieure de 5 % à la moyenne des récoltes 2003-2007. Dans le même temps, sa surface a accusé une baisse de 10 %. Concernant le volume d'ensemble, le gel d'avril 2008 et ensuite les fortes pluies estivales tombées dans diverses zones n'ont pas de conséquence dramatique. En revanche, le plan qualitatif est affecté. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le goût est altéré pour les fruits gorgés d'eau. En Aquitaine, le *russeting* dû au gel entraîne un déclassement important sur certains lots. En Rhône-Alpes, le gel et les pluies imposent le tri des fruits.

Au niveau européen, les dernières prévisions de Prognosfruit d'août 2008 prévoient une récolte européenne en hausse par rapport à 2007, de près

de 14 %, ce qui place l'Union européenne légèrement au-dessus de la moyenne 2004-2007. La production évoluerait de façon contrastée pour les

En 2008, le recul du verger français de pommiers se poursuit



Source : Agreste

principaux pays producteurs : la pomme polonaise retrouverait un bon niveau après des problèmes de gel prononcés en 2007 (+ 17 % sur la moyenne en 2008), tandis que les pommes italiennes et allemandes seraient en baisse (- 3 % chacune).

Commerce extérieur de la pomme moins dynamique en 2008

Sur les six premiers mois de campagne, d'août 2008 à janvier 2009, les volumes échangés par la France en pomme de table ont été globalement moins importants, tant par rapport à la situation observée un an auparavant que sur les cinq dernières campagnes.

Les importations totales ont baissé de 8 % par rapport à 2007 (- 9 % par rapport à la moyenne), comme celles en provenance de la seule Union européenne (- 15 % par rapport à la

moyenne) dont la récolte était annoncée moyenne en 2008. Les importations des pays tiers ont au contraire légèrement progressé en un an, après avoir doublé par rapport aux deux campagnes antérieures.

L'ensemble des exportations, sept fois plus volumineuses que les importations, ont reculé de 18 % en un an (- 12 % par rapport à la moyenne). La récolte française modérée et affectée sur le plan qualitatif par les intempé-

ries du printemps n'a pas offert un gros potentiel d'exportation. En outre, la concurrence a été perçue forte cette année sur le marché européen, où les exportations françaises ont baissé de 18 % en un an (- 16 % sur la moyenne). Elles ont également chuté à destination des pays tiers, de 15 % en un an, se retrouvant ainsi à peine supérieures à la moyenne.

L'importance des pays tiers dans les échanges de pomme avec la France

stagne par rapport à la campagne précédente. Sur la période d'août 2008 à janvier 2009, 22 % des importations proviennent toujours de ces pays et 20 % des exportations leur sont de nouveau destinées.

Pas de réel changement pour les acteurs du commerce extérieur, hormis le retour de la Pologne

Sur la période d'août 2008 à janvier 2009, le Royaume-Uni, les Pays-Bas puis l'Allemagne sont restés indétrôna- bles parmi les premiers destinataires de pomme française. L'Algérie puis la Russie – qui pèse deux fois moins – se maintiennent, pour la troisième année consécutive, aux deux premières places des exportations françaises hors Union européenne. Les Émirats arabes unis sont aussi présents, dès le mois d'août où ils sont les principaux acteurs ; ils passent devant l'Arabie Saoudite, dont les volumes baissent au cours de cette campagne.

Recul des importations et plus nettement encore des exportations

Unité : tonne

	Production	Importations	dont UE	Exportations	dont UE	Disponible
Août 2008 - Janv. 2009	1 698 815	51 300	39 969	- 366 137	- 292 214	1 383 978
<i>n/n-1</i>	- 5 %	- 8 %	- 8 %	- 18 %	- 18 %	- 1 %
<i>n/moy. cinq.</i>	- 5 %	- 9 %	- 15 %	- 12 %	- 16 %	- 3 %

Source : Agreste, DGDDI (Douanes)

Peu d'évolutions au classement des principaux acteurs du commerce extérieur

Unité : tonne

Exportations	Août 2003 - Janvier 2004	Août 2004 - Janvier 2005	Août 2005 - Janvier 2006	Août 2006 - Janvier 2007	Août 2007 - Janvier 2008	Août 2008 - Janvier 2009
Royaume-Uni*	105 692	104 963	107 482	99 931	90 141	80 100
Pays-Bas*	64 208	37 803	50 931	53 235	59 426	49 447
Allemagne*	61 001	42 801	50 418	41 962	45 850	38 370
Algérie	19 872	22 683	24 320	21 436	36 156	30 605
Russie	6 120	5 694	10 352	13 953	14 881	14 772
Émirats arabes unis	4 230	4 699	9 344	7 091	10 445	8 666
Espagne*	10 789	10 719	11 094	14 920	8 174	8 655
Arabie Saoudite	9 742	11 912	12 484	11 222	11 904	8 373

Importations	Août 2003 - Janvier 2004	Août 2004 - Janvier 2005	Août 2005 - Janvier 2006	Août 2006 - Janvier 2007	Août 2007 - Janvier 2008	Août 2008 - Janvier 2009
Belgique*	10 647	15 318	12 519	12 099	14 490	11 001
Italie*	9 745	14 652	10 357	9 379	10 003	9 488
Espagne*	10 789	10 719	11 094	14 920	8 174	8 655
Pays-Bas*	8 075	11 397	7 547	7 848	6 661	5 395
Afrique du Sud	3 171	7 636	1 656	2 486	2 206	3 176
Allemagne*	954	4 555	1 515	1 831	2 953	2 784
Chili	1 408	3 376	2 625	1 976	6 387	2 650
Pologne*	60	1 159	407	261	52	1 926
Argentine	333	63	764	163	1 630	908
Nouvelle-Zélande	1 226	2 735	2 043	2 127	1 641	959
Rép. pop. Chine	703	1 879	520	582	541	578

* États membres de l'Union européenne.

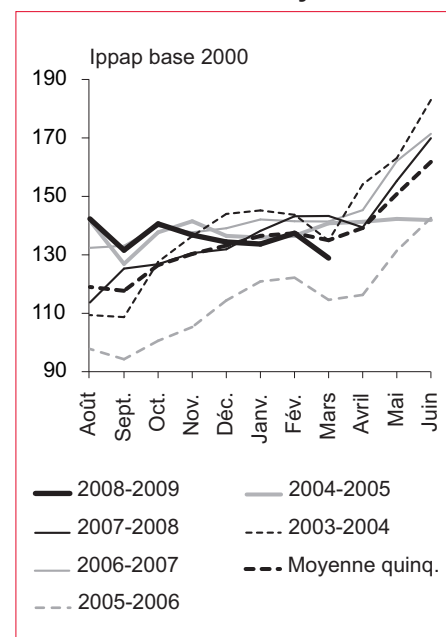
Source : DGDDI (Douanes)

La Belgique, suivie de l'Italie, l'Espagne, puis les Pays-Bas, sont toujours pour la France les principaux fournisseurs en pomme. Vient ensuite l'Afrique du Sud qui retrouve le premier rang parmi les fournisseurs non européens. L'Allemagne confirme le bon niveau enregistré l'an passé. Le Chili vient ensuite, premier des pays tiers en août et septembre 2008, dépassé à partir d'octobre par l'Afrique du Sud qui conserve sa première place jusqu'en janvier 2009 au moins (pas de données disponibles pour les mois suivants à ce jour). La Pologne retrouve un niveau plus habituel de production, et revient derrière le Chili. L'Argentine et la Nouvelle-Zélande ont également importé des volumes non négligeables. La Chine, second fournisseur hors Union européenne entre novembre et janvier 2009, remonte au cinquième rang des pays tiers.

En mars, les prix de la pomme, élevés en début de campagne, passent sous la moyenne

L'offre en pomme française arrive en août sur un marché peu encombré, résultant d'un moindre niveau d'importations de janvier à juillet 2008 par rapport aux campagnes précédentes (- 14 % sur la moyenne quinquennale) et d'exportations dynamiques (+ 24 %), vers l'Union européenne comme vers les pays tiers. Le niveau modéré de l'offre peut constituer un autre facteur favorable au bon écoulement de la pomme française à la fin de l'été 2008. En début de campagne, les cours se situent à un niveau élevé. La faiblesse des débouchés à l'exportation enregistrés entre août 2008 et janvier 2009 ne permet pas ensuite de garder ces bons niveaux de prix, qui reculent progressivement et passent, en mars 2009, en dessous de la moyenne.

Les prix élevés de début de campagne sont progressivement descendus sous la moyenne



Source : Agreste

Sources et définitions

- Indice des Prix des Produits Agricoles à la Production : Agreste, Insee
- Prévisions de productions et surfaces : Enquête de Conjoncture Fruitière, Agreste
- Données historiques de productions et surfaces : SAA, Agreste
- Données de commerce extérieur : DGDDI (Douanes)
- Informations qualitatives sur les marchés : Fel Actualités d'Interfel
- Prévisions de productions européennes : Prognosfruit

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Fruits » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Poursuite de la campagne dans le contexte d'offre très déficitaire, et de cours élevés », Infos rapides Fruits-Poire, n° 4/4, novembre 2008
- « Qualité chahutée par une météo capricieuse », Infos rapides Fruits-Pomme, n° 6/6, novembre 2008
- « Stocks peu élevés en octobre, notablement bas en poires », Infos rapides Stocks de pommes et de poires, n° 2/10, novembre 2008
- « Les prix ne compensent pas la très faible production d'abricots », Synthèse Fruits, n° 2008/44, septembre 2008
- « Campagne de pomme de table dynamisée par la hausse des exportations », Synthèse Fruits, n° 2008/28, juin 2008
- « Marché animé en poire d'été, plus tiraillé ensuite », Synthèse Fruits, n° 2008/18, avril 2008

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : ouverture le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : agreste-info@agriculture.gouv.fr

[Retour éditorial](#)

Vers une stabilisation de la production française de foies gras en 2008

En 2007, la consommation française de foie gras est soutenue. Elle devrait le rester en 2008, de même que la production. Le foie gras de canard a toujours la préférence des Français. Les productions de foies gras bulgare et hongroise sont en majorité importées en France pour y être transformées. Afin d'éviter une baisse des cours en 2009, l'interprofession renouvelle les consignes de modération de la production données en 2008. La production française est toujours très localisée dans les régions de l'ouest.

La consommation française de foie gras reste soutenue

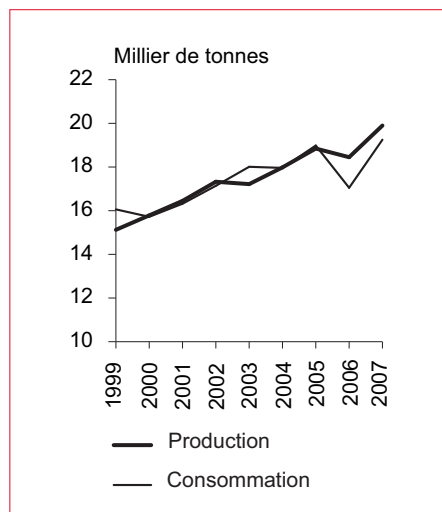
En 2007, la consommation française de foie gras calculée par bilan repart à la hausse après un ralentissement en 2006. Elle dépasse 300 grammes par personne et par an contre 140 grammes en 1990 et 260 grammes en 2000. Les données 2008 seront disponibles en juin lorsque le volume des stocks en fin d'année sera connu. Le foie gras consommé sur le territoire national est constitué à 95 % de foie de canard.

La France produit près de 20 000 tonnes de foie gras par an

Quatre foies gras sur cinq sont produits par la France. Les autres principaux pays producteurs sont la Bulgarie et la Hongrie. En 2008, la production de foie gras est estimée par le Cifog à 2 600 tonnes en Hongrie et 2 000 tonnes en Bulgarie.

La production française de foie gras avoisine 20 000 tonnes en 2007, en progression de 30 % depuis 2000. Elle est composée à 98 % de foie gras de canard. Pour 2008, son volume devrait

Production et consommation de foie gras en hausse en 2007



Source : Agreste

être équivalent, compte tenu de la quasi-stabilité des abattages contrôlés de canards gras (+ 1 % par rapport à 2007).

Le commerce extérieur de foie gras français est dynamique. En 2008, la France a exporté près du quart de sa production, soit 4 700 tonnes. Depuis dix ans, les exportations sont en constante augmentation. Au contraire, le volume des importations est en recul par rapport à son record de 2007 où il avait atteint 4 150 tonnes. En 2008, il s'établit à 3 600 tonnes.

La France, destination privilégiée des foies gras bulgares et hongrois

La Bulgarie est le fournisseur principal de la France pour le foie gras de canard. Le pouvoir d'achat étant très bas, la plupart des Bulgares n'en consomment pas et la majorité de la production est exportée vers la France. L'objectif des opérateurs bulgares est

de fournir un produit de qualité à bas prix en complément de l'offre française. Ils y parviennent grâce à des coûts de main d'œuvre bon marché.

Les importations françaises de foie gras de canard en provenance de Bulgarie, d'un volume de 2 370 tonnes, ont battu un record en 2007. Cette hausse compense le repli de 2006, dû à la crise de l'influenza aviaire. D'après les premières estimations pour 2008, elles seraient à nouveau en repli. Le produit est importé en totalité sous la forme de foie gras cru, la préparation étant assurée par des entreprises françaises.

La Hongrie vient en deuxième position des exportateurs de foie gras à destination de la France. Comme pour la Bulgarie, 90 % de sa production est destinée à la France. Toutefois, alors que le foie gras bulgare est en quasi-totalité de canard, le foie gras hongrois provient en majorité de l'oie.

En 2008, repli des exportations françaises de foie gras cru

Depuis 2002, la France exporte un volume de foie gras supérieur au volume importé.

En 2008, les principaux clients européens de la France sont l'Espagne, la Belgique et la Suisse avec respective-

ment 1 780 tonnes, 630 tonnes et 420 tonnes.

Les exportations françaises de foie gras cru chutent de 13 % en 2008 par rapport à 2007. Ce recul provient essentiellement du repli de 22 % des achats de l'Espagne, notre principal client. Ce pays a importé 890 tonnes en 2008, soit 250 tonnes de moins qu'en 2007.

Pour les pays-tiers, les débouchés vers le Japon baissent également de 15 %. En 2008, ils ne représentent plus que 415 tonnes contre 490 tonnes en 2007. De plus, en janvier 2009, le Japon a signifié à la France qu'il suspendait les importations de volailles et de foies gras. Cette décision fait suite à la découverte d'un cas d'influenza aviaire faiblement pathogène en Vendée. À ce jour, les négociations avec les Japonais sont toujours en cours pour le secteur des produits carnés de volailles, dont le foie gras.

En 2008, les représentants professionnels de la filière appellent à la modération de la production

L'interprofession de la filière canard gras a souhaité que l'année 2008 marque une pause dans le développement du marché du foie gras. La volonté est de limiter la production pour éviter une baisse des cours. Même si la baisse de production n'est pas très importante sur

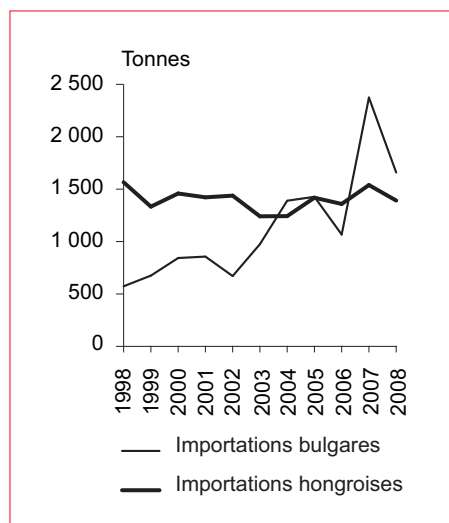
l'ensemble de l'année 2008, toutefois les cours se maintiennent et la filière est sensibilisée au problème.

Le cours du foie gras toutes qualités sortie atelier de découpe s'est encore apprécié en 2008 pour atteindre 24,07 euros par kilo, en progression de plus de 3 % par rapport à 2007. Il n'a en effet pas cessé de progresser depuis 2003. À l'époque, une régulation de la production demandée par les instances de la filière avait permis un redressement du prix au kilo. Depuis 2003, ce prix a progressé de 28 %. Néanmoins, la rentabilité de la production est modulée par l'augmentation du coût des matières premières. En effet, le prix de l'aliment palmipèdes a progressé de 20 % depuis 2003.

Selon le Cifog, le repli des exportations françaises de foie gras cru de canard est le résultat principal de l'impact de la crise financière internationale sur le marché français du foie gras. Ceci concerne notamment notre principal client, l'Espagne, qui connaît des difficultés économiques. En France, après un mois de novembre difficile et un contexte morose pour la restauration, les ventes soutenues de foie gras avant et pendant la période des fêtes semblent avoir permis au secteur de résister assez bien.

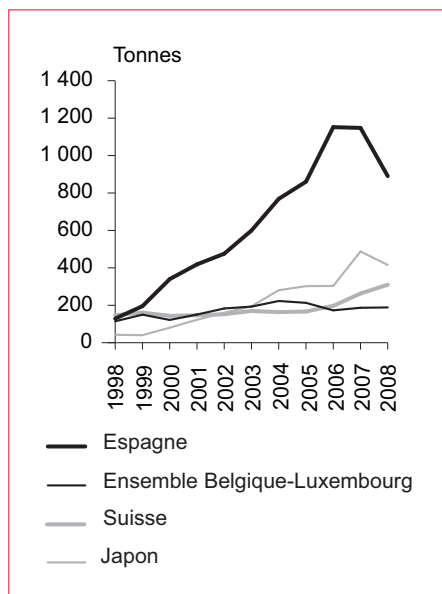
L'interprofession de la filière canard gras a toutefois renouvelé les consi-

Importations bulgares de foie gras globalement en progression depuis dix ans



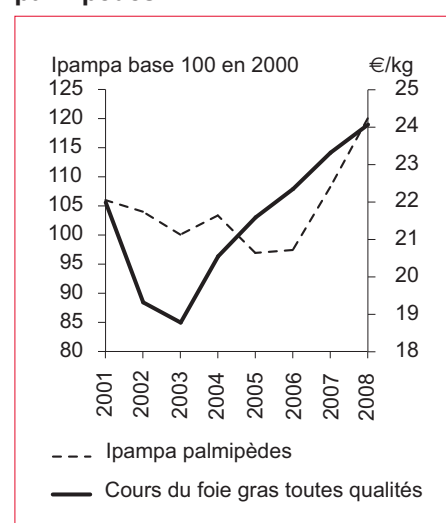
Source : Agreste, DGDDI (Douanes)

L'Espagne reste le principal acheteur du foie gras cru français



Source : Agreste, DGDDI (Douanes)

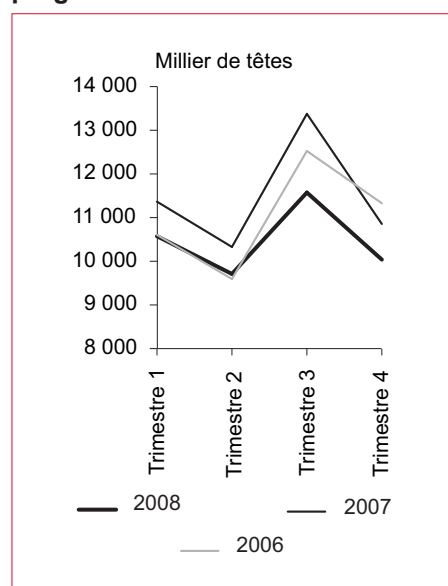
Évolution du cours du foie gras de canard et du coût de l'aliment palmipèdes



Source : Agreste, FranceAgriMer, Insee

gnes de modération de la production pour l'année 2009. Le conseil d'administration du Cifog, qui s'est tenu fin 2008, a confirmé à l'unanimité son souhait que les opérateurs freinent leur production de foie de canard à hauteur de 90 % du niveau de 2007. La baisse de 9 % en 2008 des mises en place de canetons de l'espèce à gaver semblent indiquer que ces consignes sont appliquées par les producteurs.

En 2008, les mises en place de canetons à gaver se réduisent progressivement



Source : Agreste

Concernant les abattages de canards gras, la baisse n'intervient qu'à partir du dernier trimestre 2008 (- 2 %). Les abattages ont poursuivi leur progression entre janvier et juillet. Ainsi, pour 2008, une hausse globale de 1 % par rapport à 2007 est encore enregistrée.

Progression de la production des Pays de la Loire et de Poitou-Charentes

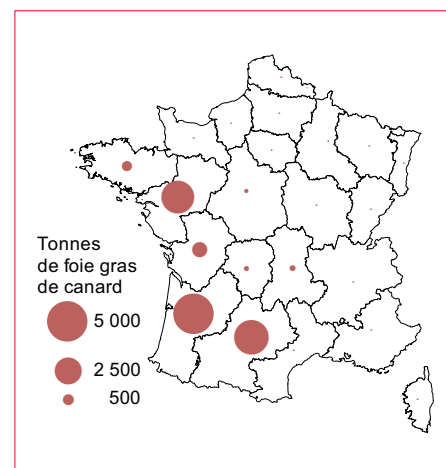
La production de foie gras de canard est très localisée. L'élevage traditionnel est présent dans toutes les régions de France mais regroupent cinq grands bassins de production où tous les acteurs de la filière sont regroupés. En 2007, les régions de l'ouest de la France – Aquitaine, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Bretagne – ont produit 97 % de la production totale. En 2007, la région Aquitaine produit plus de la moitié de la production nationale, le tonnage ayant augmenté de 44 % depuis 2000.

Les régions Pays de la Loire et Poitou-Charentes connaissent également une forte progression en sept ans (+ 27 %). Parmi les cinq principales régions productrices, la production de la région Midi-Pyrénées connaît le plus faible développement (seulement 4 % de hausse depuis 2000). Elle conserve toutefois son deuxième rang avec un

cinquième du total de foie gras de canard produit en France, soit près de 4 000 tonnes.

Au fil des années, la production de la région des Pays de la Loire se rapproche de celle de la région Midi-Pyrénées. En effet, plus de 3 500 tonnes de foie gras de canard y ont été produites en 2007. Sur un volume certes réduit par rapport aux régions voisines, la Bretagne a toutefois enregistré la plus forte progression depuis 2000 (+ 46 %).

La production de foie gras cru est concentrée à l'ouest de la France



Source : Agreste

Sources et définitions

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles en têtes et en tonnes équivalent carcasse (gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- La statistique agricole annuelle (SAA) pour les productions
- FranceAgrimer-SNM pour les cotations des volailles
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur
- L'Insee et le SSP pour l'Ipampa

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées.
- Dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Et aussi les publications Agreste Conjoncture :

- « La consommation de viande de volaille reste soutenue en 2008 », Infos rapides Aviculture n° 4/11, avril 2009
- « Le redressement de la filière avicole s'avère moins marquée pour le Label rouge », Synthèse Aviculture, n° 2008/38, juillet 2008
- « La production de volailles reprend en 2007 », Synthèse Aviculture, n° 2008/22, avril 2008
- « Près de 20 000 tonnes de foie gras produites en France en 2007 », Synthèse Aviculture n° 2008/13, mars 2008

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : ouverture le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : agreste-info@agriculture.gouv.fr

[Retour éditorial](#)

IAA 2008 : repli de l'activité

En 2008, l'activité baisse de 2,1 % en moyenne annuelle. Cette baisse est liée à celle de la consommation des ménages et au repli de la demande extérieure en fin d'année. Après deux années de nette amélioration, l'excédent commercial se dégrade, touché par la baisse de la demande de nos principaux clients et l'augmentation des importations, notamment de corps gras. En conséquence et malgré une hausse des prix plus soutenue que l'année précédente, le chiffre d'affaires des IAA progresse moins fortement (+ 5,5 % après plus de 7 % en 2007). L'emploi salarié diminue au même rythme qu'en 2007.

La production des IAA (hors tabac) s'oriente à la baisse, passant de 2,1 % en 2007 à - 2,1 % en 2008. La tendance reste cependant plus favorable que dans le reste de l'industrie manufacturière, où la production se replie de 3,4 % après une hausse de 1,8 % en 2007.

La croissance du chiffre d'affaires se poursuit mais à un rythme moins élevé qu'en 2007 (+ 5,5 % après une hausse de + 7,5 % en 2007). La progression reste cependant plus soutenue que dans le reste de l'industrie manufacturière (+ 1 % contre + 6 % en 2007).

La hausse des prix en est la principale cause. En progression depuis près de trois ans, l'augmentation des prix continue de s'intensifier en 2008 (+ 7 % en glissement annuel après + 4,6 % en 2007).

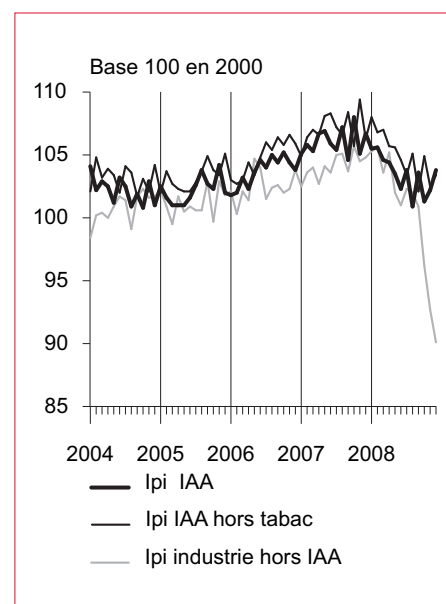
L'activité se dégrade surtout en fin d'année

Après une bonne année 2007, en hausse de 2,1 %, l'évolution de l'activité devient en 2008 moins favorable dans presque tous les secteurs et se replie globalement de 2,1 %.

Pour les **boissons**, l'activité se dégrade nettement (- 6 % après + 0,8 % en 2007). D'une part, les eaux de table, les boissons rafraîchissantes et les bières sont pénalisées par des conditions climatiques peu favorables dès le deuxième trimestre et durant l'été. D'autre part, la demande extérieure se réduit nettement pour les alcools, les vins et le champagne au cours du deuxième semestre.

Dans le **travail des grains**, l'activité se replie de près de 7 % (+ 1,7 % en

En 2008, l'activité des IAA se replie, mais moins fortement que dans le reste de l'industrie



Source : Insee - Ipi CVS - CJO

2007), touchant principalement les filières des céréales transformées (- 10 %) et des produits amylacés (- 11 %).

La production de **sucre** recule de 8 %, dans le cadre de la réforme de l'Organisation commune des marchés (OCM). Pour les **viandes**, la tendance s'inverse également (- 1 % après + 1,7 % en 2007) avec une baisse sensiblement identique pour les viandes de boucherie, de volaille et les préparations à base de viandes.

L'**activité laitière** ralentit (+ 0,8 % contre + 1,7 % en 2007). Dynamisée par la hausse du prix du lait à la production, elle progresse de 3,6 % au premier semestre, puis la tendance se retourne au deuxième semestre, en raison de conditions moins favorables (stocks de produits industriels, baisse de la consommation des ménages, baisse du prix du lait à partir d'octobre). Pour les **corps gras**, la croissance de l'activité fléchit, mais reste soutenue (+ 12 % après + 21 % en 2007), toujours en liaison avec le développement des agrocarburants.

Seule la production d'**aliments pour animaux** s'améliore légèrement (+ 1,5 % contre + 0,4 % en 2007), en raison de la reprise de la production pour les aliments pour animaux de compagnie alors que la hausse ralen-

tit pour les aliments pour animaux de ferme et diminue même de près de 3 % au quatrième trimestre.

La hausse des prix continue de soutenir le chiffre d'affaires

Avec une baisse de l'activité, le chiffre d'affaires augmente moins (+ 5,5 % après + 7,5 % en 2007), malgré une hausse des prix plus soutenue qu'en 2007 (+ 7 % après + 4,6 % en 2007). Cependant, le fléchissement s'accroît en fin d'année (+ 1 % au quatrième trimestre).

Sur l'ensemble de l'année, la hausse du chiffre d'affaires se maintient à un haut niveau pour le **travail des grains** (+ 14 %) et les **aliments pour animaux** (+ 13 %), en relation avec le prix des céréales et des oléagineux. La hausse s'amplifie nettement pour les **corps gras** (+ 30 % après + 8 % en 2007), en raison de prix toujours élevés et d'une production toujours soutenue (+ 12 %). Les prix repartent à la hausse pour les **viandes de boucherie**, excepté le veau (+ 4 % contre + 0,3 % en 2007) et restent soutenues pour les **viandes de volaille** (près de 10 %). Malgré une production en baisse, la hausse du chiffre d'affaires de l'**ensemble des viandes** se maintient (+ 4 %), en raison de la bonne

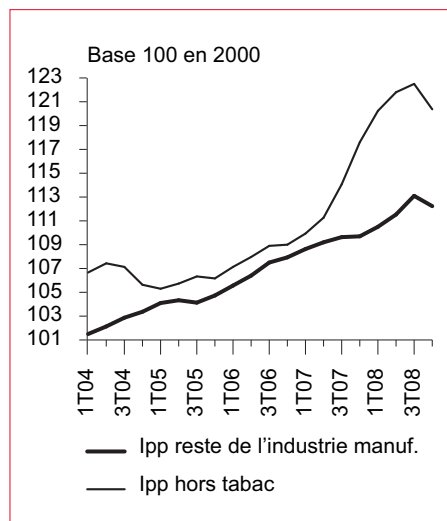
valorisation, excepté pour les préparations à base de viandes (+ 0,7 %). Dopée par les prix élevés du premier semestre, la valeur des ventes de **produits laitiers** augmente de + 6 % en 2008, malgré le retournement de tendance observé au deuxième semestre. En forte hausse pour les produits de grande consommation, les prix s'effondrent au deuxième semestre pour les produits industriels.

Ceux des boissons augmentent au même rythme qu'en 2007 (+ 6 %). En accélération pour les vins, en raison de la faible récolte 2008 et pour le malt, la hausse se réduit pour les eaux de table. La baisse de l'activité, due aux mauvaises conditions climatiques de la période estivale et au repli de la demande extérieure en fin d'année, entraîne une faible croissance du chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année 2008 (+ 1,5 % contre près de 8 % en 2007).

L'excédent commercial se dégrade en 2008

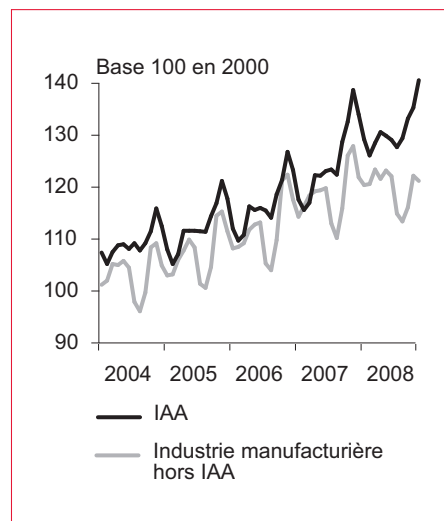
Au total, l'excédent commercial dégagé par les échanges de produits agroalimentaires, vins inclus et tabac exclu, se détériore en 2008. Le recul, amorcé au premier trimestre, s'accroît tout au long de l'année. Son montant atteint

Les prix des IAA s'orientent à la baisse en fin d'année 2008



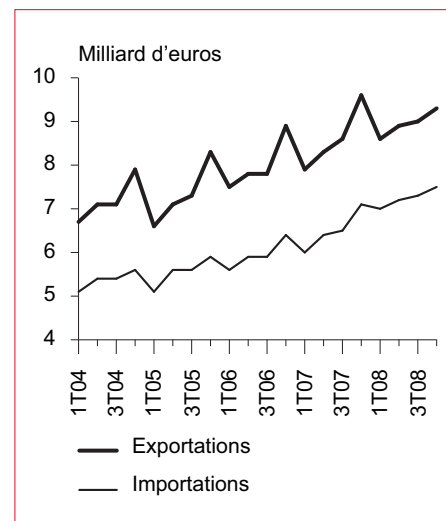
Source : Insee - Ipp - Séries brutes

La hausse du chiffre d'affaires des IAA toujours plus soutenue que celle du reste de l'industrie en 2008



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires - Données brutes mm3

Coup de frein des exportations au quatrième trimestre 2008

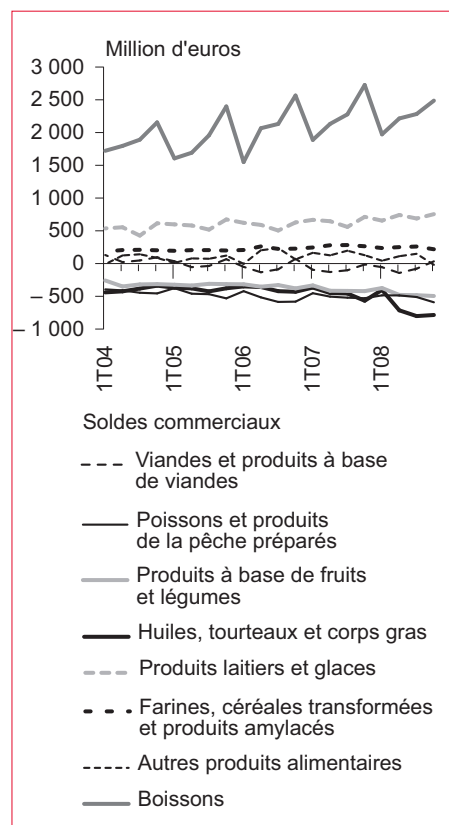


Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

sept milliards d'euros en 2008, soit une baisse de 1,4 milliard d'euros par rapport à 2007. Les exportations continuent à progresser, mais plus faiblement qu'en 2007 alors que la hausse des importations s'intensifie. Le solde commercial se détériore pour presque tous les secteurs, et notamment pour les huiles et tourteaux, les produits à base de fruits et légumes et l'ensemble « autres produits alimentaires ». Seul l'excédent commercial des produits laitiers s'améliore, en raison de la forte hausse des prix au premier semestre et d'une baisse des importations.

En 2008, le rythme de croissance des exportations fléchit (+ 4,3 % après + 7,5 % en 2007), en raison d'une nette dégradation de la demande extérieure au deuxième semestre. Leur montant atteint 36 milliards d'euros. La dégradation est très nette pour les boissons depuis le milieu de l'année, portant la hausse annuelle à + 1,2 % après + 6,2 % en 2007. Il en est de même pour les produits laitiers (+ 5,6 % après + 13 % en 2007), prin-

Le déficit commercial des corps gras s'accroît fortement en 2008



Source : DGDDI (Douanes)

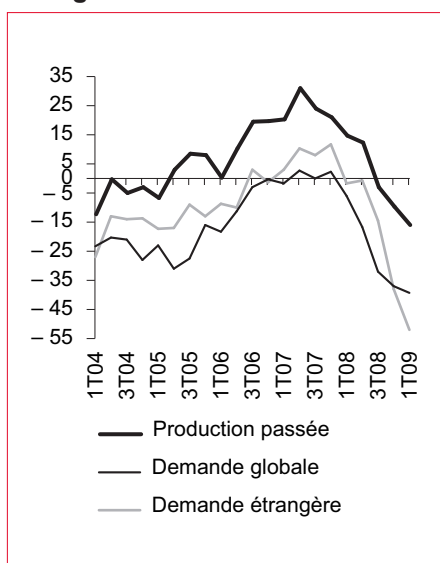
cipalement en raison de la faible valorisation des poudres de lait et le travail des grains (+ 6 % après + 14 % en 2007). Les exportations se réduisent pour les produits à base de poissons (- 1,6 %) et de fruits et légumes (- 2,8 %).

En 2008, la hausse des importations reste soutenue (+ 11 % après + 9 % en 2007). Leur montant se chiffre à 30 milliards d'euros. Elles progressent pour les viandes (+ 7 %), les aliments pour animaux de compagnie (+ 28 %), notamment en provenance d'Italie, le travail des grains (+ 16 %) et s'envoient pour les huiles et tourteaux (+ 51 %), en raison de la forte hausse pour les huiles à usage industriel. Dans le même temps, elles diminuent pour les produits laitiers (- 4,5 %), notamment pour les produits industriels.

La consommation des ménages fléchit nettement en 2008

Comparés à ceux de 2007, les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee font état d'une baisse de la consommation des ménages en produits alimentaires – données cvs en volume y compris tabac – de près de 2 % sur l'année 2008. Pour les pro-

Nette détérioration de la demande étrangère des IAA en fin d'année



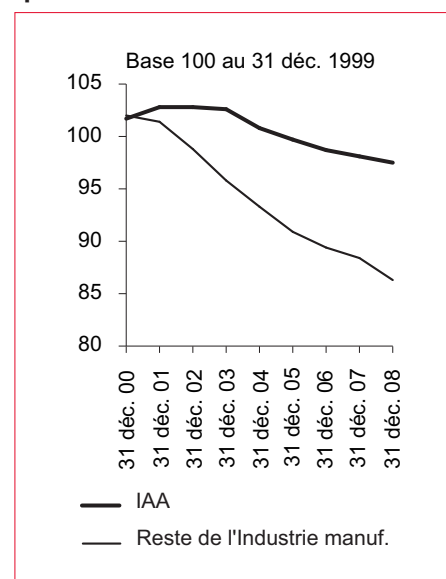
Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde Cvs des réponses

duits frais, fruits et légumes et poissons frais, le recul atteint 2,4 % et, pour l'ensemble « viandes et produits laitiers » 2,2 %. Au contraire, celui des « autres produits agroalimentaires » est moins prononcé (- 1,5 %). La baisse de la consommation de viandes, calculée par bilan, concerne toutes les viandes rouges alors que celle de volaille progresse globalement de 1 %. En hausse de 5 % pour le poulet, elle se réduit pour toutes les autres espèces. La baisse de la consommation de produits laitiers à domicile porte sur les fromages et les produits ultra-frais, dont les prix ont fortement augmenté depuis fin 2007.

En 2008, l'emploi salarié se réduit au même rythme qu'en 2007

L'emploi salarié des IAA, salariés des entreprises artisanales inclus, diminue de 0,6 % fin 2008 comparé à fin 2007, au même rythme que l'année précédente. Le secteur qui avait perdu 3 500 emplois fin 2007, en perd à nouveau 3 100 fin 2008. Pour le reste de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié se dégrade deux fois plus vite qu'en 2007. Les effectifs ont diminué de 69 000 emplois contre 35 000 l'année précédente, soit - 3,1 % en un an.

En 2008, la baisse de l'emploi est moins soutenue dans les IAA que dans le reste de l'industrie



Source : Insee - Emploi salarié en fin d'année

Les industriels restent pessimistes au premier trimestre 2009

Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés en mars 2009, estiment que l'activité, comparée au même trimes-

tre de 2008, s'est fortement détériorée au premier trimestre 2009. Les carnets de commandes globaux et étrangers se dégarnissent. Les stocks de produits finis continuent de s'alourdir et sont jugés supérieurs à la normale,

notamment dans les produits laitiers. Les perspectives personnelles de production apparaissent encore dégradées pour le deuxième trimestre 2009.

Tous les indicateurs sont moins bien orientés, excepté les prix en 2008

Évolution en %*	Année 2007/Année 2006					Année 2008/Année 2007				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
15.1 Ind. des viandes	1,7	0,3	3,9	2,9	4,1	- 1,0	3,9	4,2	7,0	7,2
15.2 Ind. du poisson		1,9	10,2	4,5	- 2,0		1,9	1,2	- 1,6	0,8
15.3 Ind. fruits et légumes	6,0***	6,8	5,8	8,2	12,2	- 3,8***	4,3	3,4	- 2,8	7,6
15.4 Ind. des corps gras	20,8	7,2	8,0	4,3	14,3	12,4	29,0	29,5	33,2	51,4
15.5 Ind. laitière	1,7	3,5	8,6	13,0	18,7	0,8	9,1	5,7	5,6	- 4,5
15.6 Travail des grains	1,7	12,3	14,1	14,1	17,2	- 6,5	17,3	14,1	5,9	15,8
15.7 Fab. aliments anim.	0,4	20,6	13,7	7,9	4,6	1,5	14,0	12,8	7,3	27,8
15.8 Autres ind. alim.	3,5	2,6	7,6	6,7	10,7	- 3,8	4,9	4,6	5,0	9,6
15.9 Ind. des boissons	0,8**	5,7	7,7	6,2	9,5	- 6,0**	5,7	1,5	1,2	6,4
15 Ensemble IAA	2,1	4,6	7,5	7,4	9,3	- 2,1	7,1	5,5	4,3	11,2

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les vins.

*** Jus de fruits.

Source : Insee

Viandes : l'activité des viandes fléchit dans toutes les filières en 2008

Indicateurs : Viandes

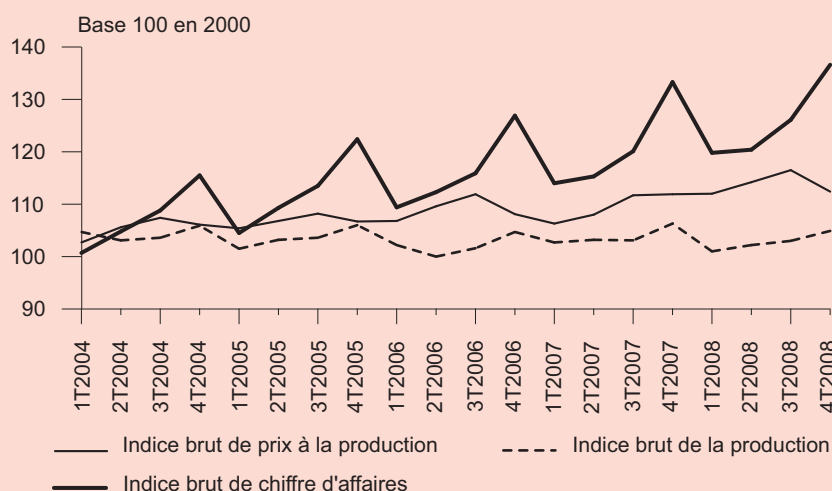
En reprise en 2007 (+ 1,7 %), notamment pour la volaille, l'activité des viandes s'oriente à la baisse dans toutes les filières en 2008 (- 1 %). La production de viandes de boucherie recule de 1,2 %. Elle est quasi-stable pour les porcins mais se réduit pour les bovins et surtout les ovins. L'activité diminue également pour la volaille (- 0,9 %). La hausse des abattages de poulets ne compense pas le recul continu de la dinde. L'activité recule également de 0,9 % pour les préparations à base de viandes.

Évolution en %	Année 2008/Année 2007				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
Viandes et produits à base de viandes	- 1,0	3,9	4,2	7,0	7,2
Viandes de boucherie	- 1,2	4,6	5,1	8,3	5,1
Viandes de volailles	- 0,9	9,5	5,7	6,3	10,5
Préparations à base de viandes	- 0,9	0,7		4,1	12,5
Préparations à base de viandes hors charcuterie			2,4		
Charcuterie			3,0		

Source : Insee

Quasi-stables en 2007, les prix augmentent globalement de 3,9 %. Ils repartent à la hausse pour les viandes de boucherie (+ 4,6 %), excepté le veau, et s'accroissent de nouveau fortement pour les viandes de volaille (près de 10 % après + 8 % en 2007). Le chiffre d'affaires global augmente sensiblement au même rythme qu'en 2007 (+ 4,2 %). La valeur des ventes de viandes de volaille s'accroît de 6 %. La bonne valorisation des produits permet une hausse de 5 % pour les ventes de boucherie.

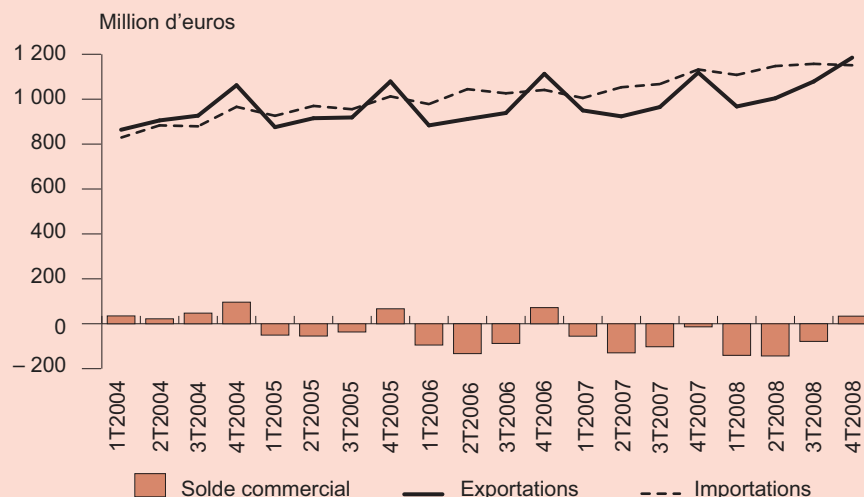
La hausse des prix soutient le chiffre d'affaires des viandes en 2008



Source : Insee

Dans le même temps, le déficit commercial initié en 2005 continue de se creuser et atteint 329 millions d'euros. Les exportations augmentent de 7 % en valeur. Elles progressent dans toutes les filières. Celles des viandes de boucherie progressent fortement vers les nouveaux pays membres de l'Union européenne et vers la Russie. Celles de volailles augmentent vers le Moyen-Orient. Les importations continuent de progresser (+ 7 % après + 4 % en 2007). Elles repartent à la hausse pour les viandes de boucherie (+ 5 %) et continuent d'augmenter pour les viandes de volaille (+ 11 %) et les préparations à base de viandes (+ 13 %).

Le déficit commercial des viandes continue de se creuser en 2008



Source : DGDDI (Douanes)

Industrie laitière : l'activité s'oriente à la baisse en fin d'année

Après une hausse de 1,7 % en 2007, l'activité laitière ralentit sur l'ensemble de l'année 2008 (+ 0,8 %). Elle se contracte pour le lait liquide et les produits frais (- 0,3 %), ralentit pour les fromages (+ 0,7 %), mais s'amplifie pour les poudres de lait (+ 8 %) et le beurre (+ 2,3 %), en raison d'une hausse de la collecte laitière.

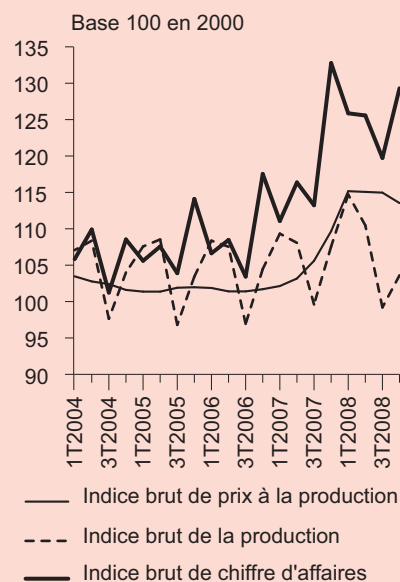
Déjà en progression de 3,5 % en 2007, les prix à la production de l'ensemble des produits laitiers augmentent fortement en 2008 (+ 9 %), malgré un repli de 9 % pour les poudres de lait. En raison de ces prix élevés depuis la fin de l'année 2007, la demande en produits de grande

consommation a baissé pour les produits les plus élaborés comme les fromages et les yaourts et desserts lactés frais.

Les exportations globales du secteur progressent moins fortement qu'en 2007 (+ 6 % après + 13 % en 2007). Elles progressent toujours fortement pour les poudres de lait (+ 23 %) et les yaourts et desserts lactés frais (+ 23 %) mais se détériorent nettement pour les glaces et sorbets (- 13 %). Dans le même temps, les importations (- 4,5 %) se contractent pour tous les segments, excepté les fromages et les glaces, permettant une amélioration de l'excédent commercial de 406 millions d'euros.

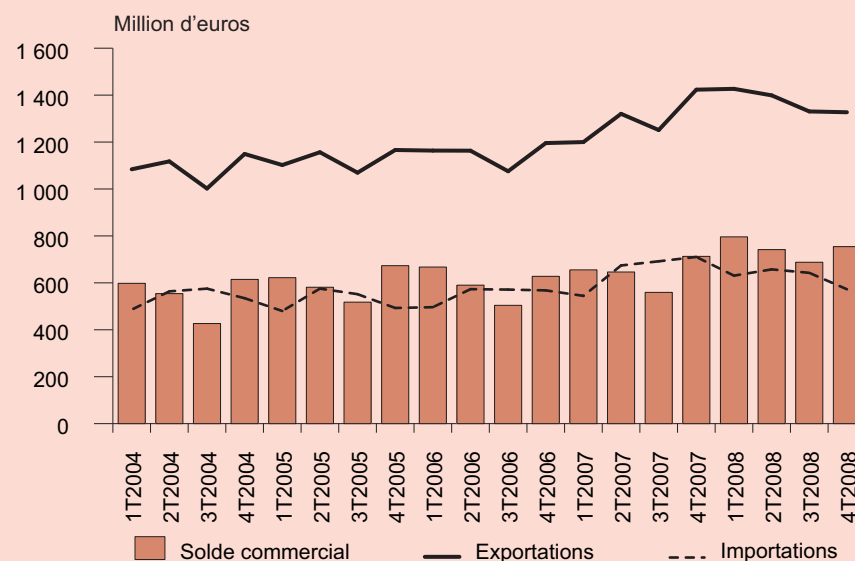
La hausse globale du chiffre d'affaires se réduit, passant de 11 % en 2007 à + 6 % en 2008.

L'année a été contrastée. En début d'année, la forte collecte laitière, encouragée par l'assouplissement de gestion des quotas et la hausse du prix du lait, s'est orientée vers la fabrication de produits de stockage (poudres et beurre), qui a été confrontée à un déséquilibre mondial du marché et une baisse des prix. En conséquence, la collecte laitière ralentit et l'activité s'oriente à la baisse au deuxième semestre. Sur cette même période, les prix des poudres de lait s'effondrent, après l'envolée de 2007.



Source : Insee

Excédent commercial record pour les produits laitiers en 2008



Source : DGDDI (Douanes)

Indicateurs : Produits laitiers

Évolution en %	1 ^{er} sem. 2008/1 ^{er} sem. 2007					2 ^e sem. 2008/2 ^e sem. 2007					Année 2008/Année 2007				
	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation	Pro- duction	Prix	Chiffre d'aff.	Expor- tation	Impor- tation
Produits laitiers et glaces	3,6	12,1	10,6	12,1	5,7	-2,1	6,1	1,2	-0,6	-13,3	0,8	9,1	5,7	5,6	-4,5
Laits et produits laitiers	3,6	12,5	11,4	14,7	5,7	-2,1	6,3	1,2	-0,2	-15,4	0,8	9,3	6,1	6,9	-5,8
Lait liquide, crème de lait, produits frais	-0,4	14,2	13,3			-0,3	8,0	3,1			-0,3	11,0	8,1		
Lait liquide et crème de lait		19,1					11,5					15,2			
Laits secs	12,3	5,4	7,5	18,6	0,2	1,7	-20,8	-11,1	28,1	-29,9	7,7	-9,2	-2,2	22,6	-16,9
Beurre	8,5	15,9	15,3	19,2	15,3	-4,3	1,8	3,9	0,2	-36,0	2,4	8,5	4,9	9,0	-15,0
Fromages	4,8	10,6	10,0	14,1	14,5	-3,6	9,1	3,1	4,2	15,6	0,7	9,8	6,3	8,8	15,1
Yaourts et desserts lactés frais		10,9		27,1	-1,2		5,5		19,0	-7,5		8,1		23,1	-4,2
Glaces et sorbets		6,1	-1,7	-16,5	5,8		3,5	2,4	-7,5	25,9		4,8	0,2	-12,8	13,9

Source : Insee, DGDDI (Douanes)

Alimentation animale : les prix des aliments restent soutenus sur l'ensemble de l'année 2008

Globalement stable depuis deux ans, l'activité progresse au même rythme dans les deux filières en 2008 (+ 1,5 %).

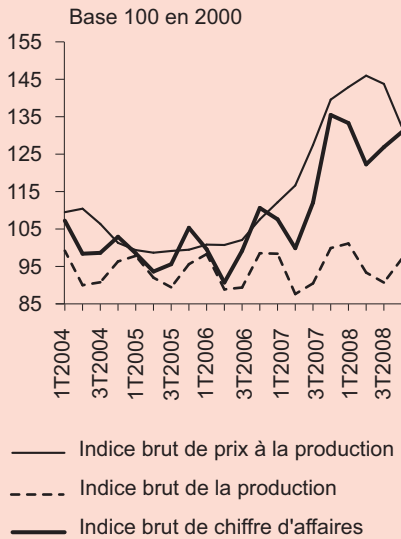
La hausse fléchit pour les aliments pour animaux de ferme (+ 1,5 % après + 3,7 % en 2007). Bien qu'en fléchissement pour les vaches laitières à partir du deuxième semestre 2008, la production d'aliments pour bovins augmente de 8 %.

Les productions d'aliments pour les autres espèces – porcins, ovins, volailles – sont au contraire en baisse. La hausse des prix reste soutenue (+ 14 %), mais fléchit par rapport à celle de 2007, traduisant la baisse des cours des céréales et des tourteaux depuis le début de la campagne 2008/2009. Bien qu'en net ralentissement au deuxième semestre, le chiffre d'affaires progresse tou-

jours fortement en 2008 (+ 15 % après + 20 % en 2007).

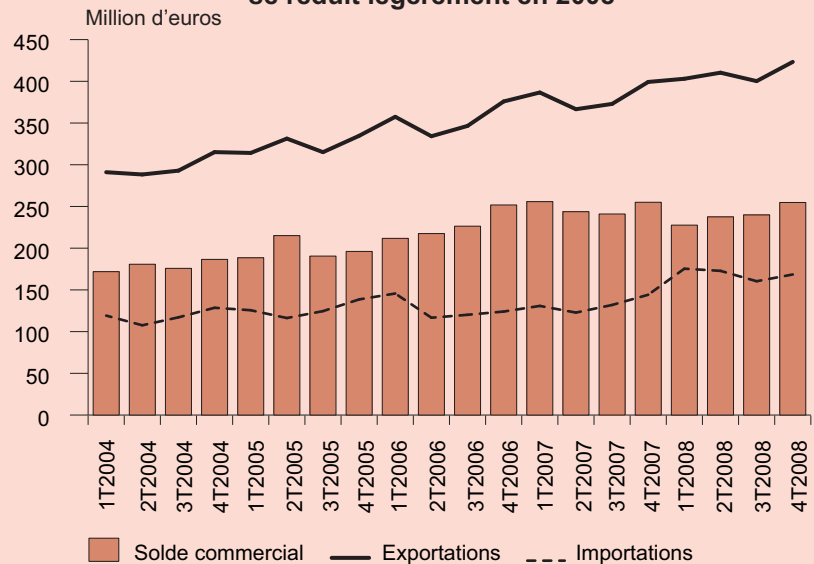
Avec une reprise de la production (+ 1,5 %), le chiffre d'affaires progresse de 3,4 % pour la filière des aliments pour animaux de compagnie. Les exportations continuent de progresser (+ 7 % après une hausse de 8 % en 2007). Cependant, la forte hausse des importations (+ 28 %) réduit l'excédent commercial de 36 millions d'euros.

Baisse des prix des aliments pour animaux en fin d'année 2008



Source : Insee

L'excédent des aliments pour animaux se réduit légèrement en 2008



Source : DGDDI (Douanes)

Indicateurs : Alimentation animale

Évolution	1 ^{er} semestre 2008					2 ^e semestre 2008					Année 2008/Année 2007				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
Aliments pour animaux	4,6	26,3	23,2	8,0	37,3	- 1,4	3,4	4,1	6,6	19,1	1,5	14,0	12,8	7,3	27,8
Aliments pour animaux de ferme	5,6	26,3	29,3	3,2	- 4,9	- 2,3	3,4	3,7	18,3	17,0	1,5	14,0	15,2	9,2	6,4
Aliments pour animaux d'agrément	2,7	3,5	0,4	8,1	37,7	0,4	2,6	6,1	6,5	19,1	1,6	3,0	3,4	7,3	28,0

Boissons : l'activité des boissons est en net recul en 2008

Pénalisée par la crise économique et un été pluvieux, l'activité des boissons se replie de 6 % en 2008. Elle s'est dégradée dans toutes les filières.

Les mauvaises conditions climatiques de l'été ont réduit les livraisons de boissons non alcoolisées, bières et boissons rafraîchissantes. Pour les eaux de table, la baisse amorcée dès avril, s'amplifie au deuxième semestre (-9 % sur l'année).

La crise économique impacte fortement les filières tournées vers l'exportation, alcools, champagne et vins, notamment au deuxième semestre, en raison de la baisse de la demande de nos principaux clients, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Japon. L'activité des alcools

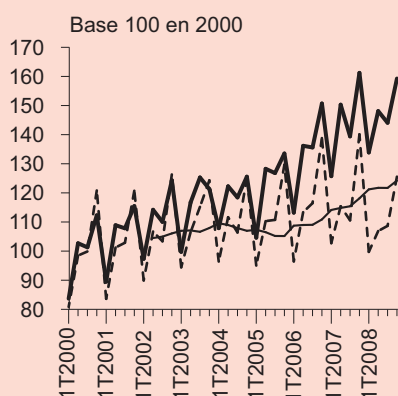
et du champagne se replie de 6 %. Après deux années record, les exportations d'alcools et de champagne se contractent respectivement de 3,3 % et 5 % en valeur et la hausse fléchit pour celles des vins (+3,7 %). Malgré la baisse des volumes, ces dernières augmentent de 13 % au premier semestre, en raison de la forte valorisation des grands crus de Bordeaux 2005. Au deuxième semestre, la baisse des volumes exportés s'amplifie (-13 %) et la valeur chute de près de 5 %.

Globalement, les importations de boissons s'accroissent à un rythme moins soutenu (+6 % après +9 % en 2007). Après deux années de forte progression, l'excédent com-

mercial se réduit de 26 millions d'euros en 2008 (+458 millions en 2007). La hausse globale des prix se maintient au même niveau qu'en 2007 (+6 %). Elle s'amplifie pour le malt (+40 %), répercutant la hausse des cours de l'orge de la campagne 2007-2008, et pour les vins (+11 %), en liaison avec la faible récolte 2007. En revanche, les prix augmentent plus faiblement pour les eaux de table (+3 %) et diminuent pour l'alcool éthylique (-2,2 %).

En conséquence, la hausse du chiffre d'affaires se réduit nettement en 2008 (+1,7 % contre +8 % en 2007), notamment pour les alcools, et la valeur des ventes diminue pour le champagne (-2,0 %) et les eaux de table (-6 %).

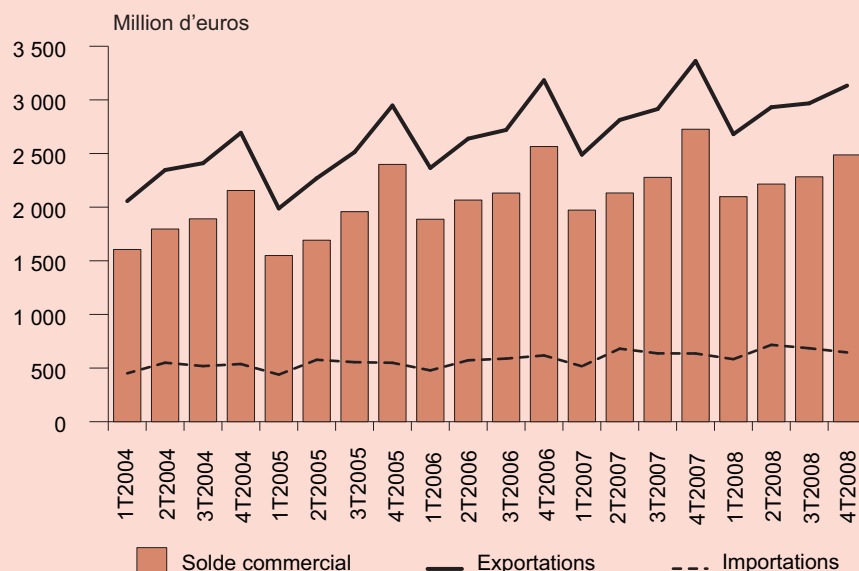
Moindres performances pour les boissons en 2008



— Indice brut de prix à la production
 - - - Indice brut de la production
 — Indice brut de chiffre d'affaires

Source : Insee

L'excédent des boissons se replie au deuxième semestre 2008



Source : Douanes

Indicateurs : Boissons

Évolution en %	1er semestre 2008					2e semestre 2008					Année 2008/Année 2007				
	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'aff.	Exportations	Importations
Boissons	-5,3	6,1	2,1	5,8	8,5	-6,6	5,3	0,9	-2,8	4,5	-6,0	5,7	1,5	1,2	6,4
Bois. alcool. distil.	-6,1	4,2		-5,3	7,8	-6,2	3,8		-1,5	3,8	-6,2	4,0		-3,3	5,6
Eaux-de-vie natu.		6,3	2,8				5,4	-0,6				5,8	0,9		
Alcool éthylique		-2,1	17,5	53,9	16,3		-2,3	15,4	37,8	-4,5		-2,2	16,4	45,0	5,3
Champ. et mous.	-3,2	5,8	2,3	-0,3	55,0	-7,0	6,1	-4,7	-8,6	-20,1	-5,5	5,9	-2,0	-5,4	7,7
Vins		14,1	3,9	13,0	8,6		8,9	1,1	-4,5	-3,9		11,4	2,4	3,7	2,0
Bière	-6,9	6,9	5,4	17,4	-4,1	-0,7	7,0	3,6	17,8	1,0	-4,2	6,9	4,5	17,6	-1,7
Malt	-4,7	45,3	19,2	22,2	30,7	2,1	36,1	27,4	29,4	28,1	-1,4	40,4	23,3	25,7	29,5
Eaux et boissons rafraîchissantes		2,5		-0,3	11,7		3,1		-6,5	17,4		2,8		-3,2	14,4
Eaux de table	-6,1	3,2	-2,6	-3,1	-1,3	-12,5	2,9	-8,0	-8,7	-2,9	-8,9	3,0	-5,0	-5,7	-2,0
Boissons non alcool. diverses	-8,7	2,0	2,3	4,7	14,5	10,4	3,2	13,9	-3,2	21,0	-0,7	2,6	7,7	0,8	17,6

Sources : Insee, DGDDI (Douanes)

Autres secteurs : l'activité des corps gras toujours soutenue par la filière biodiesel

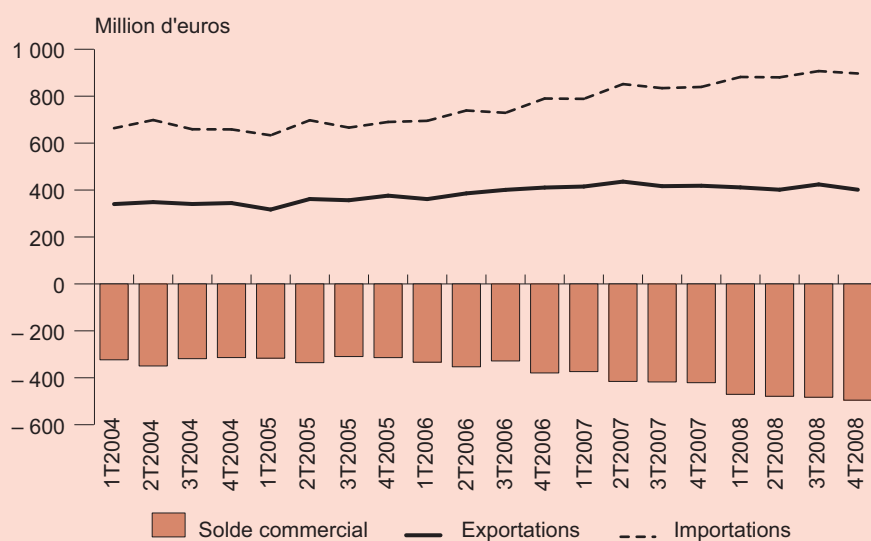
Fruits et légumes : la hausse du chiffre d'affaires global fléchit en 2008 (+ 3,4 % après + 6 % en 2007), pénalisée par le net recul de la demande extérieure et une plus faible valorisation des produits (+ 4,3 % contre + 6 % en 2007). Après une bonne année 2007 (+ 10 %), la valeur des ventes de produits à base de pomme de terre diminue de 4,4 %, en raison de la faible récolte 2008 et d'un effondrement des exportations (- 19 %). Les ventes de fruits et légumes préparés progressent de 5 % comme en 2007. Cependant, les exportations se contractent légèrement (- 0,6 % contre + 7 % en 2007). Les importations, notamment celles en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne, du Maroc et de la Chine, augmentent toujours à un rythme soutenu (+ 11 %), aggravant le déficit commercial (+ 300 millions d'euros en 2008).

Corps gras : l'activité reste soutenue en 2008 (+ 12 % après + 21 %

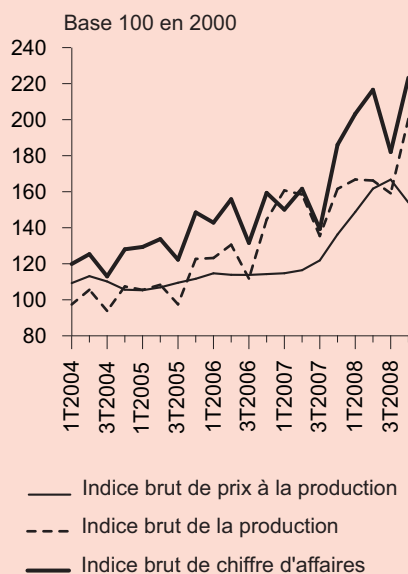
en 2007), principalement dans la filière des huiles brutes et tourteaux (+ 21 %), en raison de la bonne récolte 2008 d'oléagineux et notamment de tournesol. La hausse se réduit en revanche dans la filière des huiles raffinées (+ 11 % après + 30 % en 2007). La hausse des prix du sec-

teur s'amplifie nettement en 2008 (+ 29 % après + 13 % en 2007), en liaison avec la forte augmentation du prix des graines oléagineuses sur la campagne 2007-2008. Le rythme de croissance des échanges extérieurs s'amplifie, sous l'effet de la hausse des prix. La hausse des importations,

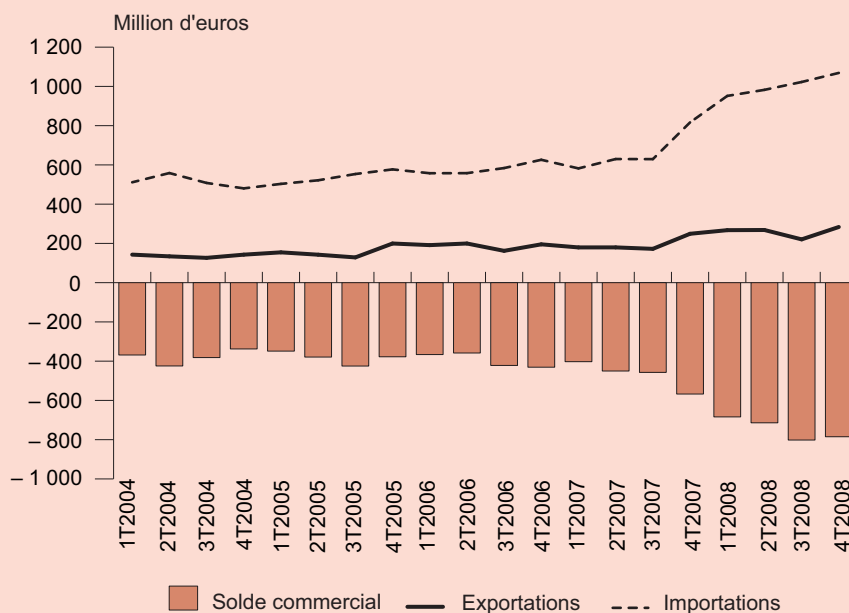
Le déficit continue de s'aggraver pour les fruits et légumes préparés



En 2008, volumes et prix toujours en hausse pour les corps gras



En 2008, la hausse des prix amplifie le déficit des corps gras



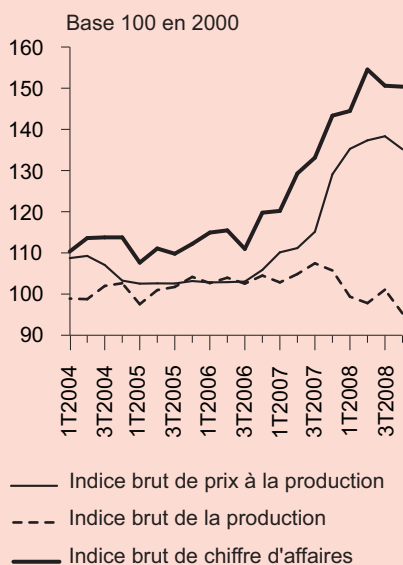
toujours plus soutenue que celle des exportations continue de creuser le déficit. Elle est due à l'accroissement des achats d'huiles à usage industriel et de la forte hausse du prix des tourteaux. Il atteint près de trois milliards d'euros et, depuis deux ans, a presque doublé. Le chiffre d'affaires, aidé par la hausse des prix, augmente de 29 %.

Travail des grains, produits amy-lacés : le chiffre d'affaires augmente

de 14 % comme en 2007, en raison d'une hausse des prix plus soutenue (+ 17 % après + 12 % en 2007), répercutant en début d'année la flambée des cours des céréales de la campagne 2007-2008. En revanche, l'activité se replie de près de 7 % pour l'ensemble du secteur. Cette baisse est très accentuée pour les produits amy-lacés (- 11 %). Cette filière souffre d'un net recul de la demande de la part des fabricants de papier et carton, en raison de la

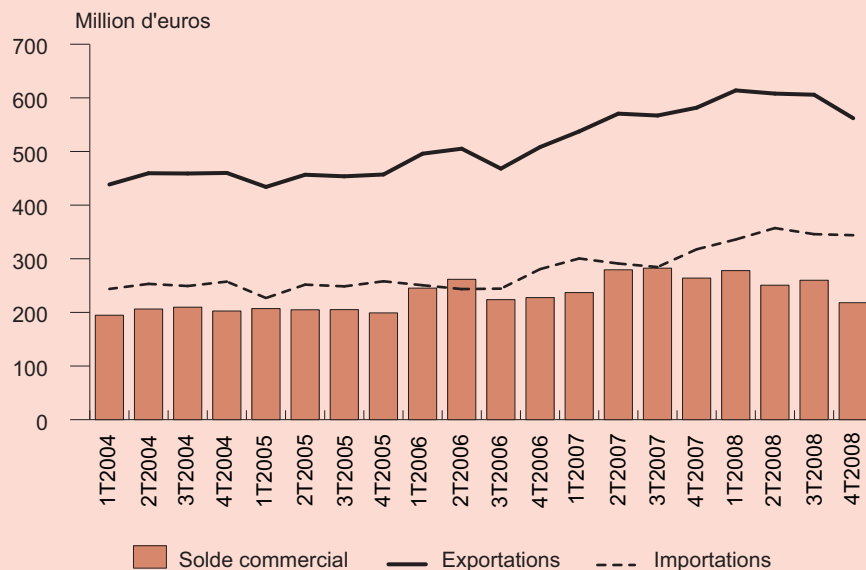
crise économique. Les autres filières de transformation des céréales reculent de 10 % alors que la meunerie est quasi stable (- 0,7 %). Les exportations progressent de 6 %, grâce à une bonne valorisation des produits. En forte hausse pour le riz et les céréales pour petit déjeuner, les importations augmentent plus fortement (+ 16 %), réduisant l'excédent commercial de 56 millions d'euros.

La production se replie pour le travail des grains



Source : Insee

La hausse des importations de riz réduit l'excédent commercial du travail des grains



Source : DGDDI (Douanes)

Sources

Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires Division 15 de la nomenclature d'activité (NAF révision 1) pour les données conjoncturelles jusqu'à décembre 2008 et divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activités française (NAF révision 2 entrée en vigueur en janvier 2008) pour les données structurelles sur l'année 2007.

Elles incluent les boissons y compris les vins mais ne comprennent pas les industries du tabac.

L'ensemble Industrie comprend toutes les industries manufacturières, à l'exclusion des IAA, de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs (indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (Ipp), données sur le commerce extérieur) sont des indicateurs de branche.

Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

■ l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne que les jus de fruits.

■ l'Ipi de l'industrie laitière ne couvre pas les glaces.

■ l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

Résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise dans les IAA en 2007

Principales données de structure des IAA en 2007

Entreprises de 20 salariés et plus	Entreprise nombre	Effectif salarié au 31/12		Chiffre d'affaires milliard d'€		Résultat courant avant impôt million d'€			Investissement (hors apport) million d'€		
		en millier	poids en %	milliard d'€	poids en %	million d'€	poids en %	% du CA	million d'€	poids en %	% du CA
10.1 Ind. des viandes	834	108,4	29,0	28,9	21,0	378	6,3	1,3	537	13,7	1,9
10.2 Ind. du poisson	107	10,9	2,9	2,8	2,0	60	1,0	2,1	63	1,6	2,3
10.3 Ind. fruits et lég.	165	24,0	6,4	7,7	5,6	263	4,4	3,4	250	6,4	3,2
10.4 Ind. corps gras	29	2,2	0,6	2,4	1,7	160	2,7	6,7	83	2,1	3,5
10.5 Ind. laitière	294	53,9	14,4	25,6	18,6	662	11,0	2,6	632	16,1	2,5
10.6 Travail du grain	105	12,0	3,2	5,7	4,1	396	6,6	6,9	242	6,2	4,2
10.7 Boulangerie-pâtis.	361	42,0	11,2	9,1	6,6	427	7,1	4,7	407	10,4	4,5
10.8 Autres ind. alim.	479	66,2	17,7	24,0	17,4	1 241	20,7	5,2	714	18,2	3,0
10.9 Fab. alim. Anim.	197	18,0	4,8	10,1	7,3	183	3,1	1,8	208	5,3	2,1
10 Ind. alimentaires	2 571	338	90,3	116	84,4	3 770	62,9	3,2	3 136	80,0	2,7
11 Ind. boissons	379	36,2	9,7	21,5	15,6	2 226	37,1	10,4	783	20,0	3,6
Ensemble IAA	2 950	374	100,0	138	100,0	5 996	100,0	4,4	3 919	100,0	2,8

Champ : entreprises des IAA de 20 salariés et plus en 2007.

Source : Agreste - Enquête annuelle d'entreprise 2006 - Résultats définitifs

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agroalimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation (hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales) de 20 salariés et plus ou de plus de cinq millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne 2 950 entreprises dans la version révisée de la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2), entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. C'est 25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

Disponibles dans une version provisoire en juillet de l'année n + 1, les principaux résultats de l'enquête annuelle d'entreprise sont ensuite détaillés par activité fine et par tranche de taille. Les structures sectorielles des comptes de résultat ainsi que les agrégats et les ratios économiques associés, quelques données sur les branches et leur concentration sont diffusées chaque année sous forme papier et numérique. Les principales données économiques sont également disponibles par région.

En 2007, les résultats définitifs de l'enquête annuelle d'entreprise montrent une progression du chiffre d'affaires de 7,6 %. Jamais observé dans les dix années précédentes, ce taux reflète en partie l'évolution des prix à la production et plus précisément des cours des végétaux. À prix constant, la hausse des ventes de 2,9 % tranche avec celles de la décennie précédente. Elle s'explique essentiellement par la forte demande mondiale à l'origine d'une augmentation de 9,9 % de la valeur des exportations directes des entreprises agroalimentaires. Tous les domaines en bénéficient : l'industrie des boissons, celle du travail des grains et des produits amylacés, mais aussi l'industrie laitière que le niveau élevé des cours mondiaux conduit à axer davantage ses ventes vers les marchés extérieurs. La chocolaterie-confiserie, les plats préparés ou l'alimentation homogénéisée et diététique voient aussi leurs exportations progresser de plus de 10 % en 2007. La situation de l'industrie des viandes redevient également plus normale de ce point de vue, après la disparition de l'embargo décrété de mars à juin 2006 par de nombreux pays pour les productions du secteur de l'abattage et de la découpe de volaille.

Parallèlement, la reprise des investissements amorcée en 2006 s'accélère. Voisine de 12 % cette croissance provient comme en 2006 de la création d'usines de fabrication de biocarburants. Mais pour les deux tiers, elle reflète aussi le dynamisme des investissements de l'industrie laitière, de celle des boissons rafraîchissantes, de l'alimentation animale ou encore de la boulangerie. L'emploi pour sa part cesse de se dégrader. Il est en recul dans l'industrie des viandes et dans celle des boissons. En revanche, des emplois sont créés en 2007 dans la boulangerie-pâtisserie industrielle, l'industrie des corps gras, la transformation du poisson. Le recours à l'intérim s'intensifie dans presque tous les secteurs.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées.
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Synthèses IAA : le premier mois de chaque trimestre
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2007 », Chiffres et données, n° 163, février 2009
- « L'industrie des boissons pénalisée par la crise économique et un été pluvieux », Agreste Conjoncture, n° 2008/54, décembre 2008
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats définitifs 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Agreste conjoncture, mai 2007

Le Centre de documentation et d'information Agreste (CDIA) : ouverture le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85, Mél. : agreste-info@agriculture.gouv.fr

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflhor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
ACE : aides aux cultures énergétiques

ADL : aide directe
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site du Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2009

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr